

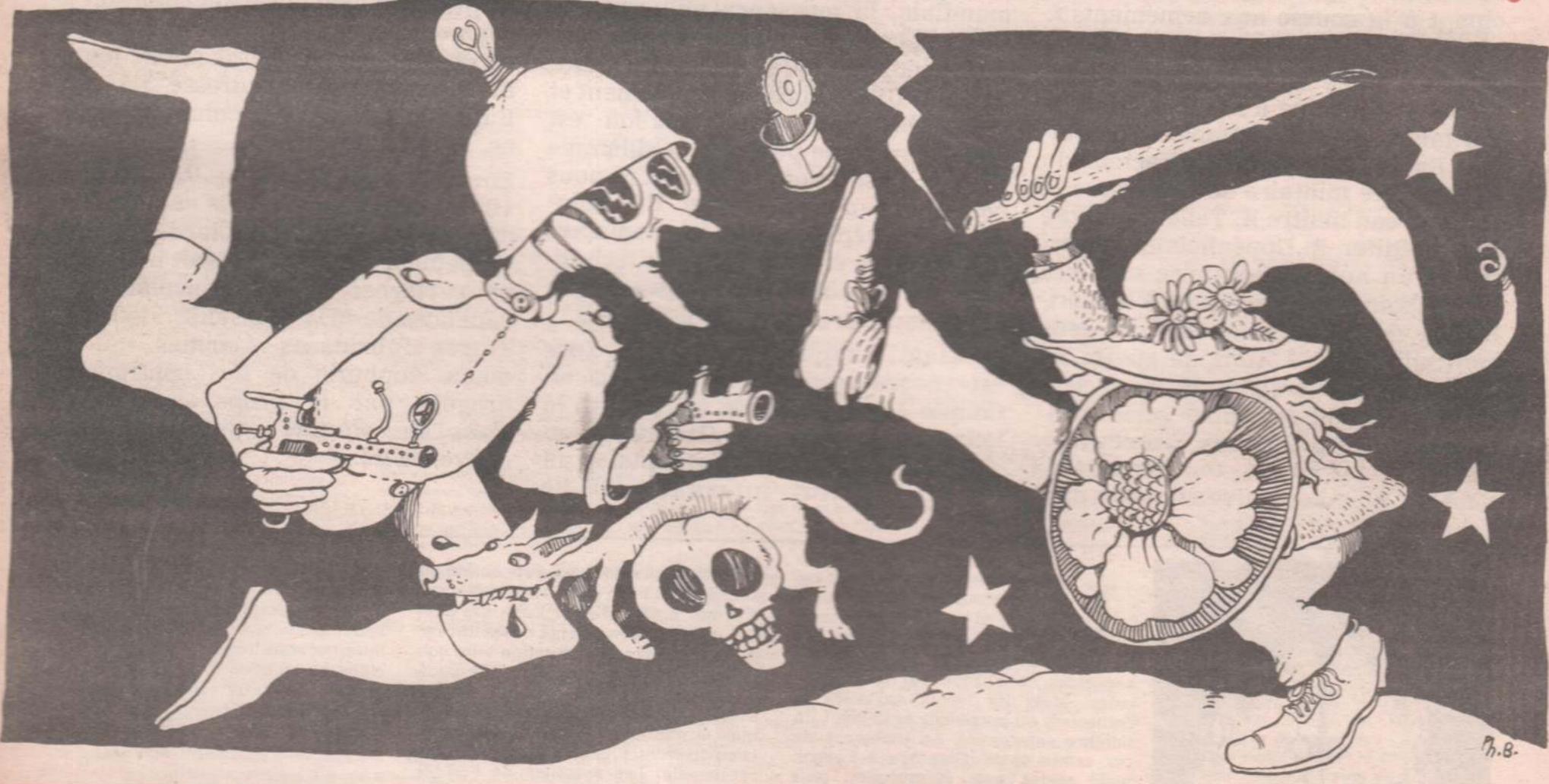
la Gueule ouverte

20 pages
5 F
sans une ligne de pub

n° 132 mercredi 17 novembre 1976 - suisse 3 FS hebdomadaire d'écologie politique canada 1,75 \$ - belgique 49 FB - france 5F

MALVILLE, BROKDORF, WYHL, BRAUDS^t LOUIS et demain NOGENT/seine

C'EST LA GUERRE!



33 frs pour le larzac .. une medecine
ecologique .. la dissuasion nucleaire

l'équilibre de la terreur en europe

Contrairement à ce qu'il apparaîtra au premier abord, l'article suivant n'est pas un canular. Herbert York a été longtemps ce qu'on appelle Outre-Atlantique un « faucon », comme il l'écrit lui-même dans son livre « Course au néant : point de vue d'un participant à la course aux armements ». Dès 1940, à peine finies ses études, il se lance dans la course aux armements et participe à la fabrication de l'uranium pour la bombe d'Hiroshima. En 1952, il devient directeur du Laboratoire militaire de Livermore et soutient son maître E. Teller, acharné à discréditer R. Oppenheimer, directeur d'un autre laboratoire militaire (Los Alamos), qui s'opposait à la fabrication de la bombe H. Une telle constance dans l'effort de guerre ne passe pas inaperçu et H. York sera successivement conseiller scientifico-militaire des présidents Eisenhower, Kennedy et Johnson, tout en participant au plus haut niveau ou en diri-

geant des organismes militaro-scientifiques comme l'ARPA (Agence des projets de recherche avancés) et le DDRE (Recherches et applications de défense). Mais H. York n'est pas idiot. Dès 1963 il écrit :

« Depuis la fin de la deuxième Guerre mondiale, la puissance militaire des USA n'a cessé d'augmenter ; au cours de la même période, la sécurité nationale des USA a diminué rapidement et inexorablement... Mon opinion est que le problème posé par ce dilemme n'a pas de solution technique. Si nous continuons de rechercher des solutions uniquement dans les domaines de la science militaire et de la technologie, la situation ne peut qu'empirer constamment et inexorablement. »

Pourtant, lorsqu'on sait que H. York est encore aujourd'hui à la fois au Comité Jason (installée à Stanford, la nouvelle version du Comité Jason s'occupe toujours d'armements) et au SIPRI (Institut international de

recherches pour la paix de Stockholm), on peut se demander si ce faucon n'en est pas un vrai. A moins que, suivant la religion « scientiste », seuls les spécialistes de l'armement soient à même de s'occuper du désarmement. Ce qui leur permet évidemment d'être bien placé quel que soit le choix politique. Il eût été dommage, cependant, que le message technique mais simple qu'il adresse ici aux Européens ne soit pas connu en France.

Entre la Qualité de la Vie (budget 1976 : quelques millions) et la Guerre (budget 1976 : 50,8 milliards), le gouvernement a choisi. Il serait malséant de perturber le flot étincelant des bénéfices de MM. Dassault, Floirat et autres fabricants d'armes, ou la douce euphorie de nos contitoyens drogués par la propagande. Mais nous ne sommes pas des gens convenables.

Y. Le Hénaff



LES forces militaires des pays de l'OTAN sont armées de près de 10 000 armes nucléaires. La plupart d'entre elles (environ 7 000) ont été apportées en Europe par les Américains. Mais les forces anglaises et françaises en possèdent également un nombre substantiel. La puissance de ces armes varie d'un type à l'autre, mais toutes sont énormément plus meurtrières et destructrices que celles à explosif classique. Les plus petites ont une puissance explosive équivalente à environ 1 000 tonnes d'explosif chimique. Les plus grosses à plus de 1 million de tonnes ou une mégatonne. Les autorités de l'OTAN considèrent que le but principal de ces armes nucléaires est de « dissuader » une attaque sur l'Europe de l'Ouest. Selon

la théorie qui sous-tend cette notion, la simple possession d'un stock important d'armes nucléaires par l'une des parties, associée à la volonté de les utiliser au besoin, crée une situation telle que l'adversaire sera toujours dissuadé d'entreprendre une attaque. Cette théorie suppose que les autorités politiques et militaires de part et d'autre se comporteront toujours d'une manière rationnelle. Les autorités de l'OTAN reconnaissent évidemment que la dissuasion peut échouer d'une manière ou d'une autre. Comme les stratèges de l'Ouest prétendent que l'Europe ne peut pas être défendue sans l'emploi d'armes nucléaires, ils ont mis au point des plans de guerre faisant appel à l'utilisation des armes nucléaires au cas où la dissuasion échouerait.

Ces dernières années, en discutant ces

plans, les porte-parole de l'Ouest ont souligné le fait que le nombre d'armes nucléaires employé serait limité, que leur puissance serait limitée au minimum nécessaire pour détruire leurs cibles et qu'elles seraient utilisées de manière à limiter autant que possible les dommages.

Les forces soviétiques déployées en Europe sont également équipées d'armes nucléaires « tactiques » conçues spécialement pour l'utilisation sur le champ de bataille. Le nombre de ces armes est estimé à environ la moitié du nombre des armes américaines de l'OTAN-Europe. Mais la puissance des bombes A soviétiques est en moyenne supérieure à celles des Occidentaux. Depuis plusieurs années, les Soviétiques ont répété qu'ils n'avaient pas l'intention d'attaquer l'Occident, mais



derrière la façade paisible du continent, 10 000 armes atomiques sont entassées et elles sont là pour être utilisées. L'application de la dissuasion entraînerait la mort de millions de personnes.

ils ajoutent que si pour une raison quelconque l'OTAN utilisait ces armes nucléaires contre eux, ils riposteraient de la même manière.

Les stratèges et commentateurs soviétiques récusent généralement l'idée qu'une guerre nucléaire puisse être limitée et ne montrent pas d'intérêt pour une restriction quelconque dans l'utilisation des armes nucléaires lorsque leur emploi aura commencé. De même, les écrits soviétiques sur la stratégie nucléaire couramment disponibles ne semblent pas s'intéresser ni à une réduction ni à une augmentation des dommages collatéraux infligés aux civils. Ils semblent croire qu'une guerre nucléaire sera destructrice à un degré bien au delà de ce qui s'est fait par le passé, et ils semblent déterminés de faire en sorte que cette destruction soit subie par d'autres qu'eux.

Ainsi, en d'autres termes, les plans de l'OTAN pour la défense de l'Europe sont centrés sur un bluff formidable. D'une part l'OTAN prétend que si les Soviétiques lancent une attaque massive sur l'Europe, même sans utiliser d'armes nucléaires, elle répliquera avec des armes nucléaires, mettant ainsi en branle une série d'événements qui pourraient facilement conduire à la destruction de la plupart des villes européennes et de la mort de la plupart de ses habitants.

D'autre part, la plupart des dirigeants politiques européens et probablement la plupart de ses dirigeants militaires ne voudraient pas déclencher délibérément des événements conduisant à un tel résultat. Cependant, l'admission publique de cette position « saboterait la crédibilité de la dissuasion », comme

disent les experts, et, par suite, augmenterait la probabilité d'une attaque. Pour aggraver la situation, il ne fait aucun doute qu'il y a au moins quelques dirigeants politiques et militaires qui n'hésiteraient pas à détruire l'Europe afin de la sauver et que, si de tels gens avaient la responsabilité des opérations au moment critique, ils pourraient déclencher l'holocauste nucléaire. En bref, le bluff serait découvert et l'Europe détruite complètement et non pas partiellement comme au cours des première et seconde guerres mondiales. L'heureuse stabilité actuelle en Europe, qui est indéniablement une bonne chose en soi, est achetée par un placement risqué du sort de tout le futur du continent et de ses habitants.

La réponse à la question : « Une guerre nucléaire aura-t-elle lieu en Europe ? » est déterminée au moins autant par les doctrines et le déploiement des forces de l'OTAN que par celles des Soviétiques. Toutefois, la réponse à la question : « Qu'advient-il de l'Europe de l'Ouest au cours d'une guerre

deux autres faits concernant la capacité nucléaire soviétique sont raisonnablement certains. 1° Les réserves totales de matériaux visiblement utilisables pour les explosifs nucléaires disponibles aux Soviétiques sont largement supérieures à ce qui est nécessaire pour faire 3 500 armes tactiques nucléaires et pourvoir à tous leurs autres besoins également. 2° Les Soviétiques ont plus de 2 000 missiles capables d'envoyer une bombe nucléaire sur l'Europe de l'Ouest et plus de 2 000 avions, chacun capable de faire plusieurs voyages.

Par conséquent, il n'y a pas de raison de douter qu'ils aient au moins 3 500 armes nucléaires. Mais ils pourraient très bien en avoir davantage. Le tableau I donne quelques détails sur les divers systèmes d'armes nucléaires tactiques, une estimation de leur nombre, de leur portée et de leur puissance explosive. Outre les systèmes d'armes tactiques, les Soviétiques disposent de plusieurs types d'armes nucléaires stratégiques comprenant quelque

TABLEAU I
SYSTEMES D'ARMES NUCLÉAIRES TACTIQUES
ET STRATÉGIQUES SOVIÉTIQUES

Type	Nombre	Portée (km)	Puissance (1)
Systèmes tactiques			
1. Obusier	100	25 km	quelques kt
2. Missiles à courte portée basés à terre	1000	6-800 km	10 kt-500 kt
3. Missiles à moyenne portée basés à terre	600	1500-3000 km	0,5 Mt - 3 Mt
4. Missiles à courte portée basés en mer	500	100-500 km	20 kt - 500 kt
5. Avions tactiques nucléaires	2400	600-3000 km	kilotonne à mégatonne
Systèmes stratégiques			
6. Missiles stratégiques, basés à terre ou en mer	2400	à 12000 km	Mt (jusqu'à 25 Mt)
7. Avions stratégiques	150	10000 km (?)	Mt (jusqu'à 25 Mt)

(1) 1 kt = 1 kilotonne ou 1000 tonnes. 1 Mt = 1 mégatonne ou 1 000 000 tonnes.

nucléaire ? » sera presque entièrement déterminée par ce que les Soviétiques feront des armes nucléaires dont ils disposent. Les plus grosses armes de l'OTAN sont prévues pour être employées essentiellement contre des cibles placées en Europe de l'Est. Les armes de l'OTAN qui devront exploser en Europe de l'Ouest seront, on peut l'espérer, employées de façon à limiter les dégâts collatéraux. Par suite, toute discussion sur les conséquences d'une guerre nucléaire en Europe doit être centrée principalement sur les armes que possèdent les Soviétiques, comment elles pourraient être utilisées et ce qu'il pourrait résulter de leur emploi.

les armes des Soviétiques

On admet en général que le nombre d'armes nucléaires tactiques soviétiques déployées et prévues pour être utilisées en Europe est de l'ordre de 3 500. En fait, ce nombre est assez incertain. Ce nombre estimé n'est qu'une supposition que se sont renvoyés les experts depuis quelques années et qui tend à faire un peu plus autorité chaque fois qu'il est publié. Cependant,

1 700 missiles longue portée basés à terre, quelque 700 missiles à moyenne portée basés en mer et environ 150 avions à long rayon d'action, pouvant tous frapper des cibles en Europe. Chacun de ces armes stratégiques délivre une bombe dont la puissance est de l'ordre de la mégatonne et peut aller jusqu'à 25 mégatonnes dans certains cas.

Les deux premiers types d'armes du tableau I (type 1 et 2) sont conçus pour être utilisés en opérations tactiques. Ils ont une portée relativement courte et une puissance explosive relativement modeste dans la plupart des cas. (Il n'est pas inutile de rappeler ici qu'une seule bombe de 13 kilotonnes explosa au-dessus d'Hiroshima en 1945 et tua environ 100 000 personnes). Si l'on suppose que la doctrine soviétique d'utilisation de ces armes est semblable à celle de l'OTAN, elles seraient utilisées principalement pour appuyer directement des opérations militaires classiques défensives ou offensives. Ces armes pourraient en principe être déplacées d'Europe vers un autre théâtre de guerre.

Les armes du type 3 sont plutôt de grosses fusées (pesant de l'ordre de

l'équilibre de la terreur en Europe

100 tonnes) ; elles sont situées dans des emplacements (silos) protégés, fixes, dans l'Ouest de la Russie. Elles portent des bombes dont la puissance est estimée à environ 1 mégatonne. Leur seul but est le bombardement de cibles en Europe de l'Ouest ou, éventuellement, au Moyen Orient. Elles ont été conçues et mises en place depuis plusieurs années. Aussi, n'ont-elles pas une grande précision et ne sont utiles essentiellement que contre des cibles bien connues, immobiles et non protégées comme, par exemple, les villes, les centres industriels, les usines, les aéroports civils, les ports, etc.

Les armes du type 4, 5 et 6 ont été évidemment conçues pour être utilisées principalement hors d'Europe. Les armes basées à bord des bateaux sont des missiles à courte portée qui peuvent être utilisés contre des cibles près des côtes n'importe où dans le monde et sont probablement, en majeure partie, programmées contre les Etats-Unis et ses forces stratégiques. De sorte qu'une petite partie seulement de cette force peut être considérée comme disponible contre l'Europe. A ce propos, cependant, on notera qu'environ 25 des véhicules stratégiques les plus gros (les missiles SS-9 et les bombardiers à long rayon d'action) pourraient délivrer une puissance explosive aussi importante que celle de toutes les forces tactiques réunies. Toutefois, comme 25 véhicules stratégiques ne représentent qu'environ 1 % du nombre total, même une très faible diversion de ces formes au bombardement de l'Europe pourrait changer radicalement la situation.

Compte tenu des informations précédentes et pour éviter que ce rapport ne s'enlise dans un déluge de nombres, je me concentrerai ci-après uniquement sur les armes soviétiques du type 3, c'est-à-dire les missiles balistiques à moyenne portée porteurs de bombes d'une mégatonne. Une des raisons pour exclure toutes les autres armes soviétiques, c'est que, contrairement aux armes du type 4, 5 et 6, ces armes n'ont pas d'autre but que le bombardement de l'Europe et qu'elles réunissent environ dix fois plus de puissance explosive que toutes les autres armes tactiques (type 1 et 2) réunies.

Les détails sur la bombe transportée par ces missiles ne sont évidemment pas connus avec précision à l'Ouest. Mais une bonne hypothèse, suffisante pour ce travail, est de considérer que leur puissance explosive est égale à une mégatonne, ce que je ferai dans la suite de cette discussion. Il est évidemment impossible de savoir comment les Russes envisagent de se servir de ces armes, mais il est relativement simple de connaître les cibles contre lesquelles elles seraient efficaces.

Etant donné leur puissance importante (environ 1 mégatonne), leur précision relativement mauvaise (probablement quelques kilomètres), leur portée particulière qui couvre toute l'Europe mais pas grand chose de plus depuis la Rus-

TABLEAU III
VALEURS MOYENNES DES EFFETS DESTRUCTEURS
ET MEURTRIERS D'UNE BOMBE NUCLEAIRE D'UNE
MEGATONNE

Effet	Portée	Surface
Souffle, ou explosion		
a. Cratère (tout y est vaporisé)	200 mètres	12-50 ha
b. Destruction des maisons d'appartements et mort de la plupart des habitants	6,0 km	100 km ²
c. Destruction des habitations en bois et mort de la plupart des habitants	9,0 km	250 km ²
Rayonnement nucléaire		
d. Décès dus au rayonnement prompt	2,5 km	20 km ²
e. Retombées radioactives suffisantes pour tuer la plupart des personnes à découvert	zone allongée s'étendant à 100 km	environ 50000 ha
f. Retombées radioactives suffisantes pour tuer les personnes abritées dans le sous-sol des maisons ou des appartements	zone allongée s'étendant à 25-50 km	10000 à 40000 ha
g. Nombre de décès prématurés par leucémie et autres formes de cancer d'autres parties du monde	mondiale	en gros 1000 personnes par mégatonne
autres		
Forêt détruite par l'explosion	7-10 km	15000 ha
i. Forêt sèche enflammée	10-20 km	30000-120000 ha

Sources : Glasstone, « Effects of Nuclear Weapons ». And Westing to York, août 75.

sie blanche, et leur vulnérabilité (ce sont des armes anciennes et, par conséquent, plus vulnérables que les armes modernes à une attaque préventive) - elles seraient plus efficaces si elles étaient utilisées, dans les premiers jours de la guerre, contre les centres gouvernementaux et militaires importants, les grands centres de communication et de transport (ports et nœuds ferroviaires), usines et aéroports tant civils que militaires.

Le choix de ces cibles est tout à fait légitime si l'on s'en tient à l'histoire des guerres modernes. La plupart de ces cibles sont à l'intérieur ou au voisinage de grandes villes. En fait, leur liste coïnciderait pratiquement avec celle de toutes les grandes villes de l'Europe de l'Ouest et incluerait d'autres villes plus petites. Il y a évidemment des cibles qui sont à la fois non protégées et éloignées d'une ville principale. Mais le nombre de celles-ci est faible devant les 600 fusées disponibles. Elles ne pourraient en rien diminuer l'action contre les cibles plus lucratives que sont les nombreux centres urbains.

En résumé, l'hypothèse la plus raisonnable est que la majorité des 600 missiles à moyenne portée d'une mégatonne sont en ce moment dirigés contre les villes et les faubourgs d'Europe de l'Ouest et qu'ils seront probablement employés dans les premières phases d'une guerre nucléaire, peut-être aussitôt que le bluff sera découvert.

la guerre nucléaire en Europe

Pour comprendre les résultats probables d'une guerre nucléaire en Europe, nous examinerons d'abord les effets d'une seule explosion d'une seule

pllosion, une énorme quantité d'énergie (4,6 millions de milliards de joules pour une explosion d'une mégatonne) est libérée sous diverses formes. Le tableau I donne les proportions des formes d'énergie les plus importantes pour une explosion à environ 1 000 mètres d'altitude au-dessus du sol.

En bref, l'énergie libérée sous forme d'« explosion » renverse les bâtiments et les arbres. Elle tue les gens principalement par projection d'objets, ou en les projetant sur des objets fixes, ou en les écrasant sous les bâtiments. L'énergie libérée sous forme de rayonnement thermique met le feu aux structures inflammables, aux champs et aux forêts. Elle tue les gens à la fois par les conséquences indirectes de tels incendies et par les profondes brûlures sur les parties exposées de leur corps. Elle peut également aveugler d'une manière temporaire ou permanente les personnes qui regarderaient à ce moment vers le lieu de l'explosion.

le rayonnement prompt

Le rayonnement nucléaire prompt entraîne la mort des personnes et autres mammifères qui se trouveraient au voisinage de l'explosion et n'auraient pas été tués par l'un ou l'autre des effets indiqués précédemment. Le rayonnement nucléaire retardé, ou « retombées » comme on les appelle habituellement, s'étend sur de grandes distances, tuant parfois des gens à des centaines de kilomètres de l'explosion et provoquant des morts prématurées dans des endroits éloignés du globe. L'extension de ces effets destructeurs et meurtriers est résumée dans le tableau III et décrite en détail ci-dessous.

Au moment d'une explosion nucléaire, l'air et tous les matériaux au voisinage immédiat de la bombe sont portés à des températures de plusieurs millions de degrés. Par suite, ceci crée une énorme surpression provoquant une puissante explosion ou onde de choc

TABLEAU II
NATURE DE L'ENERGIE LIBEREE DANS UNE
EXPLOSION AERIENNE D'UNE MEGATONNE

Type	Energie libérée (pour cent)
Explosion	50
Rayonnement thermique	35
Rayonnement nucléaire	
a. prompt	5
b. retardé	10

Source : Samuel Glasstone, « The Effects of Nuclear Weapons » (Washington, D.C. : Atomic Energy Commission, 1962). Et Arthur Westing to Herbert York, août 1975.



J. Pavlovsky/rapho

qui se propage tout autour. L'effet combiné de la chaleur et de la pression de cette onde de choc est tel que tout est vaporisé à l'intérieur des quelques premiers cent mètres. Une bombe d'une mégatonne explosant au niveau du sol creuse un cratère de quelque 200 m de rayon. Le diamètre exact du cratère dépend de la nature du sol et de la distance au dessus ou au-dessous du sol au moment de l'explosion.

A quelque six kilomètres de là, la force de l'explosion est encore suffisante pour écraser un building d'appartements modernes, et les maisons en bois à 9 km de là. Jusqu'à cette distance, la plupart des personnes vivant dans ces maisons seront évidemment tuées par les effets de l'explosion. Au delà, à des distances atteignant plus du double, les fenêtres sont brisées, les constructions fragiles s'écroulent et la proportion des victimes décroît.

Dans toutes ces zones, de nombreux incendies se déclenchent non seulement du fait de la chaleur directe de la bombe, mais également par d'innombrables accidents tels que des foyers renversés, des court-circuits électriques, et autres causes diverses. La coupure des canalisations d'eau et le chaos général empêcheront ou interdiront de traiter même les plus petits incendies. Leur effet cumulatif pourra être aussi et même plus grand que les dégâts de l'explosion elle-même.

Comme il a été dit précédemment, une estimation précise du nombre de morts dans une affaire aussi complexe dépend de plusieurs facteurs qui varient notablement d'un cas à l'autre : distribution de la population, type de bâtiments, protection civile, rapidité des réactions à l'alerte si elle a lieu, etc. De plus, même lorsque toutes les

circonstances importantes sont connues en détail, il est encore malaisé de traduire ces faits dans une évaluation des victimes. Nous sommes donc par conséquent obligés de nous tourner vers l'expérience pour avoir une réponse. Il n'y a eu évidemment que deux cas expérimentaux : Hiroshima et Nagasaki. Les bombes étaient respectivement de 13 à 21 kilotonnes et le nombre des victimes d'environ 100 000 et 50 000. Les bombes que nous considérons ici sont en gros

50 fois plus puissantes. Selon une théorie simple, de telles bombes provoqueraient des dommages physiques équivalents sur une zone environ 13 fois plus étendue.

Il est plus difficile encore de faire la transposition de ces résultats du Japon de 1945 à l'Europe de 1975. En un certain sens, les villes européennes sont plus robustes. Aujourd'hui, les constructions sont généralement plus solides en Europe qu'elles ne l'étaient dans le Japon d'alors. En revanche, les

Les Européens ont choisi d'acheter leur stabilité politique actuelle en plaçant des risques terribles sur leur futur et leurs vies

villes modernes dépendent d'une manière beaucoup plus critique de services centralisés complexes et, en ce sens, elles sont plus vulnérables. De plus, les villes européennes ont une densité de population beaucoup plus élevée que celle d'Hiroshima et Nagasaki. Mon pronostic serait qu'une explosion d'une mégatonne tuerait au moins un million de personnes, pourvu que la zone de la cible soit quelque peu plus peuplée. Dans le cas contraire, le nombre attendu des victimes sera simplement une fraction importante de la population totale.

Comme le montre le tableau II, environ 15 % de l'énergie de la bombe apparaît sous forme de rayonnement nucléaire. Une partie de ce rayonnement est émise instantanément, c'est-à-dire au moment de l'explosion. Cependant, la plus grande partie de ce rayonnement est émise peu à peu au cours du temps. De telle sorte qu'un tiers environ du total est émis pendant la première minute, 87 % pendant la première journée et environ 1 % au delà de la première année. La source du rayonnement prompt, c'est-à-dire celui qui est émis pendant les premières secondes, est évidemment le site de l'explosion lui-même. L'intensité de ce rayonnement décroît rapidement avec la distance (bien plus rapidement que l'inverse du carré de la distance). De sorte qu'à environ 2,5 km de là, il est tout juste suffisant pour tuer la plupart des gens exposés. A cette distance, les gens meurent en général après une maladie durant de quelques jours à quelques semaines. Pour une bombe d'une mégatonne, la portée du rayonnement prompt est plus petite que la distance à laquelle pratiquement tous les bâtiments sont détruits. Cet effet ne fait qu'achever les personnes déjà tuées par d'autres mécanismes. En fait, ces différents effets varient avec la taille de la bombe. De sorte que pour des explosions plus petites, disons inférieures à un kilotonne, l'effet léthal du rayonnement prompt outrepassé tous les autres.

le rayonnement retardé

Le rayonnement nucléaire retardé, ou « retombées », constitue un problème assez différent. Il est dû au fait que les débris produits par une explosion nucléaire sont hautement radioactifs. Au départ, ces débris sont concentrés dans le « chapeau » du nuage en forme de champignon bien connu et sont emportés en haute altitude par une colonne d'air montante (le « pied » du champignon). Si l'explosion a eu lieu au voisinage du sol, d'énormes masses de terre vaporisées (ou de bâtiments vaporisés) sont également présentes dans la colonne qui s'élève.

Ces matériaux finissent par se condenser en gouttelettes comprenant la plus grosse partie des débris radioactifs de la bombe elle-même. Toutes ces gouttelettes sont emportées par les vents en

TABLEAU IV VULNERABILITE DE L'EUROPE DE L'OUEST A UNE ANNIHILATION PAR LES RETOMBÉES

Nombre de bombes nucléaires d'une mégatonne nécessaires pour tuer toute personne à découvert en Europe de l'Ouest du fait des seules retombées radioactives retardées (1).

Pays	Population (million)	Nombre de villes de plus de 200 000 habitants	Nombre de bombes de 1 MT nécessaires
Autriche	7,5	3	56
Belgique	10	5	21
Danemark	5,1	2	29
Finlande	4,9	3	225
France	51	20	385
Rép. Féd. d'Allemagne	67	30	166
Grèce	8,9	2	88
Irlande	2,9	1	47
Italie	59	18	201
Luxembourg	0,35	0	2
Hollande	15	11	23
Norvège	4	2	216
Portugal	9,6	2	61
Espagne	35	13	237
Suède	8	3	300
Suisse	6,2	5	27
Royaume-Uni	57	24	163
Total		144	2327

(1) Cet exemple hypothétique, choisi pour déterminer le nombre de personnes qui seraient tuées par le rayonnement nucléaire retardé, suppose une explosion au sol et une répartition des bombes maximisant les retombées. On estime à au moins un million le nombre de personnes qui seraient tuées par les seuls effets de l'explosion, du rayonnement thermique et du rayonnement prompt produits par une bombe de une mégatonne.

haute altitude et retombent peu à peu vers le sol. Les plus lourdes tombent les premières, c'est-à-dire quelques heures ou quelques jours après, suivant un contour allongé de quelques centaines de kilomètres de longueur et dont la largeur n'est qu'une fraction de cette longueur. Cette partie des retombées est communément appelée la retombée « locale ». Les plus petites particules restent en l'air beaucoup plus longtemps, jusqu'à des années. Avant qu'elles n'atteignent le sol, elles s'étendent à la surface de la terre entière. C'est ce que l'on appelle les retombées « mondiales ».

Dans le cas d'une exploitation au sol, la moitié en gros des débris radio-actifs retombent localement, l'autre moitié étant dispersée sur le monde entier. Dans le cas d'une explosion en l'air (c'est-à-dire à quelques centaines de mètres d'altitude pour une bombe d'une mégatonne), une petite partie seulement des débris retombe localement, la plupart avec la pluie ou la neige. La contamination dépend donc fortement des conditions atmosphériques locales.

L'intensité des retombées locales peut être facilement suffisante pour tuer les êtres humains et autres mammifères. En gros, la mort survient après une exposition à 400 roentgens ou plus. La surface de la zone recouverte par une couche suffisamment dense de « retombées » pour assurer cette irradiation dépend des vents, de la nature du sol, de la durée de l'exposition et du degré de protection.

Pour une explosion typique au niveau du sol et pour une personne à l'extérieur pendant le premier jour suivant l'explosion, la zone mortelle sera en gros de forme elliptique, le grand axe (sous le vent) ayant environ 100 km de long et le petit axe environ 20 km de large, c'est-à-dire une surface d'environ 1 500 km². Si la personne en question est protégée, en étant disons au sous-sol d'une maison ou d'un appartement, la zone elliptique mortelle sera beaucoup plus petite, avec peut-être une longueur de 25 à 50 km et une surface « réduite » à environ 100 km². Dans le cas d'une explosion en altitude, il y a peu de chances pour que des personnes soient tuées par les retombées locales d'une seule bombe d'une mégatonne.

Les retombées mondiales d'une explosion d'une mégatonne (ou même d'un millier) n'entraîneraient pas de morts immédiates. Cependant, le rayonnement nucléaire provoque des leucémies et autres cancers, et des morts prématurées. Le rapport entre les retombées radioactives et les décès prématurés est extrêmement difficile à établir avec précision. Mais une estimation grossière d'un millier de morts prématurés par mégatonne peut être retenue pour avoir une idée de l'importance du problème. Le nombre des mutations génétiques chez les humains et les animaux sera également légèrement accru, mais ceci est encore plus difficile à chiffrer et l'on n'en parlera pas ici.

Outre ces effets sur les gens et leurs constructions, les bombes nucléaires affectent également le milieu naturel. Le tableau III donne une estimation des effets d'une explosion d'une mégatonne sur une forêt.

cas d'explosions multiples

La discussion précédente ne concernait qu'une seule explosion. Des explosions

multiples renforcent leurs effets de diverses manières pour produire beaucoup plus que la somme simple des effets particuliers. L'un de ces effets synergétiques est le « chaos social ». Dans le cas d'une seule explosion isolée, les personnes des villes voisines peuvent se porter au secours de la ville frappée et l'aider à se remettre. Dans le cas d'explosions nucléaires multiples, il n'y aura personne pour aider les victimes. Le nombre de morts, plus particulièrement à moyen terme (c'est-à-dire dans les semaines et les mois suivants), sera beaucoup plus élevé par mégatonne dans ce dernier cas et les chances de survie beaucoup moindres.

Un autre de ces effets cumulatifs est la réduction de la couche d'ozone recouvrant la terre et, par suite, l'arrivée massive de rayonnement ultra-violet solaire sur la terre. Cet effet n'est pas encore très bien connu. Mais il pourrait s'ensuivre de graves coups de soleil (provoquant des cancers de la peau) et de sévères problèmes oculaires pour les êtres humains. Il pourrait également perturber sérieusement la végétation et, par conséquent, les ressources alimentaires mondiales. Une estimation de ces effets n'a pas encore été faite. Mais le problème a été soulevé par le directeur de l'Agence US pour le désarmement et le contrôle des armements comme un exemple d'une des mauvaises surprises qui pourraient survenir dans le cas d'une guerre nucléaire importante.

En gros, la surface de la terre recouverte par des doses de retombées mortelles peut être obtenue simplement en multipliant le nombre d'explosions au sol par la surface contaminée par une seule explosion. D'après les données ci-dessus, cela signifie qu'à la limite toute l'Allemagne de l'Ouest pourrait être recouverte de radiations tuant toute personne à l'air libre avec seulement 166 explosions d'une mégatonne. Pour la France et la Hollande, les nombres correspondants sont respectivement de 365 et 23 (voir tableau IV).

En résumant ces données, il est clair que le bombardement de l'Europe de l'ouest par les 600 missiles balistiques à moyenne portée déployés en Union Soviétique (ou une fraction importante de ceux-ci) pourrait facilement éliminer virtuellement toute la population urbaine uniquement par l'effet de l'explosion. En outre, si une partie importante de ces bombes explosait au niveau du sol, une fraction importante de la population rurale serait également tuée par les retombées nucléaires. Outre l'utilisation complète des armes tactiques, l'utilisation d'1 % seulement des forces stratégiques soviétiques pourrait doubler la puissance explosive en jeu. Et, par suite, outre les morts en Europe, quelque chose comme un million de personnes pourrait mourir prématurément dans des régions éloignées du monde.

En résumé, aujourd'hui les Européens ont choisi d'acheter leur stabilité politique actuelle en plaçant des risques terribles sur leur futur et leurs vies. Ce fut peut-être un choix fait par inadvertance. Peut-être ne réalisent-ils pas même encore aujourd'hui ce qu'ils ont fait. Dans ce cas, il semble qu'ils devraient en prendre connaissance et reconsidérer leur choix à la lumière de cette information.

Herbert F. York

« Bulletin of the Atomic Scientists », mai 1976

Traduit de l'anglais par Y. Le Henaff

de l'idéologie du sexe au sexe de l'idéologie

Lettre ouverte à Karl Marx, et à tous les autres, r'Hommes et Femmes.

Bravo, camarade Karl Marx, pour ton appel à l'internationale libidineuse ! A condition de ne pas le lancer comme un manifeste - un de plus - qui ne serait comme toutes les idéologies que le préservatif de tes angoisses et de tes fantasmes. Qui te servirait à te cacher - bouh ! - derrière ton sexe dressé comme un arme. Ne remplace pas l'arme idéologie par l'arme sexe. Ne dois pas : « C'est la



faute à l'idéologie si le libido (du latin « libido, inis : passion, instinct sexuel » on est bien d'accord) est refoullée. » D'accord, les idéologies n'arrangent rien, qui traitent l'amour de notion petit-bourgeoise, et renvoient le règne de la tendresse aux calendes sous prétexte qu'il y a des problèmes plus urgents. Mais ne crois pas pour autant que tous les anarchistes - situationnistes - spontanéistes... sont des byzances du Dunlopilin, ni que tous les idéolo-

gues sont des impuissants. La vraie erreur de ces derniers est d'oublier qu'il est impossible de s'occuper d'idéologie - justement - quand on a les yeux rivés sur une braguette inanimée ou une petite culotte hon-teuse.

Alors que ceux qui les exploitent le savent bien, eux ! Pourquoi crois-tu que l'amour se fait façon Jacques Brel dans les HLM ? Pas par dégoût des plats cuisinés, crois-moi, mais parce qu'il est difficile de mitonner de lentes caresses après dix heures de travail et la perspective du métro à 6 h le lendemain. Pourquoi crois-tu que les tortionnaires violent les femmes et mutilent les hommes ? Parce qu'ils savent que la domination la plus absolue est celle qu'on a sur le corps de l'autre. (Gébé l'avait mieux dit que moi dans un dessin). Et si les hommes, depuis 2000 ans, chosifient les femmes, c'est pour les empêcher de se sentir bien dans leur corps, donc bien dans leur esprit. Tu vois, le Pouvoir, l'oppression et la lutte des classes existent, ne t'en déplaie, jusque dans ton corps (ou dans celui de gens moins privilégiés).

Cela dit, tu as raison de dire que la peur de l'autre existe aussi. Tu es le premier à en crever. Tu opposes idéologie et libido, corps et esprit, caresse et militantisme. Ce faisant, tu te bornes à inverser l'échelle des valeurs en choisissant libido, corps et caresse au lieu d'idéologie, esprit et militantisme. Mais tu restes aussi incapable que ceux que tu pourfends de l'accepter en entier, sexe et intelligence. Tu maintiens l'antagonisme, ou la hiérar-



Suffit
de savoir se trouver
un copain qui vous
complète...



chie, entre les deux. Ose les associer, ce sera subversif. Accepte qu'une femme te caresse en te parlant, mais refuse ensuite de faire l'amour. Accepte, sans penser que les rôles sont inversés, qu'elle te dise « j'ai envie de toi ». Accepte, sans le prendre pour une injure, qu'elle te dise « je n'ai pas envie de toi ». Accepte, sans réflexion grivoise, la tendresse de deux filles en face de toi. Accepte tes pulsions amoureuses et ose en parler à la femme que tu aimes et à celles que tu désires, sans esprit de conquête. Accepte de même les pulsions de ta femme sans t'en sentir châté. Permits enfin qu'il soit possible de franchir ta porte, ou le 10 rue des Trois-Portes, ou toute autre porte (ceci pour te montrer que tu n'es pas seul en cause) simplement pour y trouver de l'amitié, sans se sentir immédiatement jugé, jaugé, évalué, convoité.

Accepte en somme, que l'Internationale libidineuse soit un rapport d'amour égalitaire entre les êtres et non pas une nouvelle forme de rapport de forces.

Tu me dis : « Je suis tout à fait d'accord » ? Alors il ne te reste plus qu'à le vivre.

Françoise Danam

L'EDF INCENDIE LE REICHTAG

ON s'habitue à tout. La présence d'un vrai « camp retranché » sur le site nucléaire allemand de Brockdorf, armée, chiens policiers, barbelés, miradors, canons à eau, gaz, ne semble pas émouvoir outre mesure les foules. Doit-on préciser que cet état de siège a pour but la construction d'une usine électrique, c'est-à-dire le bonheur et le confort des gens. S'il faut faire la guerre pour que progresse la civilisation, c'est qu'il y a quelque chose de pourri dans le royaume des démocraties avancées.

L'avantage du nucléaire, c'est la franchise. Avec lui, tout devient clair. Plus de truquages. La marchandise y trouve son vrai rôle, qui est l'exploitation de l'homme. Et comme les enjeux se dévoilent, l'Etat doit imposer militairement un esclavage jadis suggéré par les sirènes de la consommation. L'Etat dit : il vous faut de l'énergie. Vous en aurez même s'il faut vous forcer un peu la main, vous tuer un peu. On assassinait les déserteurs, on les décimait, un sur dix. On éliminera aussi, et de la même façon, et la foule applaudira, les anti-nucléaires. La différence : ils seront plus nombreux.

L'Etat français, comme son homologue allemand, prépare les tueries. Exemple : l'opération « coupure de courant en Bretagne ». La Bretagne est une forte tête. L'EDF se plaint de n'avoir jamais pu y construire une centrale nucléaire. Mais ce n'est pas suffisant. En rester là, pour l'EDF, serait respecter le libre jeu démocratique. Or nous n'en sommes plus là. L'EDF a donc recours au chantage : elle coupe le courant le soir à l'heure du film, prétextant une surcharge, une centrale en révision (Chinon) et une mauvaise marée (La Rance). C'est un appel direct à la majorité silencieuse, pour qu'elle fasse le ménage autour d'elle, mette à la raison les anti-nucléaires. Vous rendez-vous compte : à l'heure du grand film ! La délation va aller bon train dans les campagnes hostiles à l'atome. On se croirait en 40 pendant l'occupation. A quand les rafles du Vel'd'hiv ?

Il serait temps de rappeler que la consommation électrique des ménages ne représente pas grand chose en regard des besoins industriels, que faire payer l'usager est donc un moyen de coercition gros-

sier. Proposition à l'attention des dirigeants de l'EDF : plongez dans le noir les communes opposées à l'atome ! Faites un chantage sélectif, punissez chrétiennement les coupables !

Notre vieille amie l'EDF vient de faire un pas de plus sur le chemin du fascisme moderne. On savait déjà qu'elle était notre seconde maman, qu'elle dorlotait l'enfant et tempérerait le foyer, qu'elle libérerait la ménagère et rasait plus près le travailleur. On savait qu'elle supprimait la « pollution » au compteur bleu mais détruisait des régions entières (Villerest, Naussac), pour amasser l'eau qui refroidira ses usines. On savait qu'elle isolait le particulier à domicile et qu'elle concourrait à empoisonner la biosphère (déchets). Il lui manquait d'incarner la fatalité, le retour nocturne au moyen-âge, la régression. Opposer la nuit, l'antique terreur, aux arguments rationnels des anti-nucléaires, c'est la dernière de ses cartes, et pas sa dernière carte.

Quel autre organisme possède un tel pouvoir ? L'opposition politique le sait bien, qui évite soigneusement de s'attaquer aux grands corps d'Etat, EDF, CEA, Armée, car le pouvoir est là, théoriquement neutre, et respectueux du suffrage universel. Nous aurons une armée de gauche, une force de frappe de gauche et un nucléaire de gauche, car la gauche conservera intacts les outils du pouvoir réel. Si vous entendez Mitterrand vous promettre : « prendre le pouvoir pour vous le rendre », c'est un vilain menteur.

Un savant soviétique, Jaurès Medvedev, réfugié à Londres, affirme qu'un accident dans un cimetière de déchets radioactifs aurait zigouillé pas mal de Russes en 1958. Les « experts » français démentent : les déchets ne peuvent pas exploser. Yves Lenoir précise : l'échauffement peut provoquer une explosion, ou tout au moins, des fuites sérieuses. Le « Los Angeles Times » conclut provisoirement : « c'est un réacteur destiné à produi-



On en arrive ainsi à ce que l'EDF peut à la rigueur se passer du pouvoir politique alors que le pouvoir politique ne peut pas se passer de l'EDF (avec quoi véhiculerait-il l'idéologie dominante ?). Pourquoi ? Parce que l'EDF est le pouvoir politique. Tous les fournisseurs d'énergie, du charbonnier de 1900 au super-pétrolier moderne sont la plus haute expression politique d'un monde basé sur l'énergie. A l'époque de l'objet, ils deviennent des symboles. L'attirail du sorcier. Que l'EDF s'arrête de produire du courant électrique et c'est la vie toute entière de la nation qui cesse.

re du plutonium » qui a dispersé sa charge à l'entour et envoyé ad patres les voisins. Moralité : tout soviétique qu'il soit, tout dévoué qu'il se dise aux intérêts du peuple, l'Etat russe semble en délicatesse avec le nucléaire (explosion du sur-générateur de Chevchenko). Une fois nationalisée de A à Z, l'industrie nucléaire du programme commun réussira-t-elle là où la science prolétarienne soviétique échoue ? Poser la question, c'est y répondre.

Arthur

Jean GABIN allait-il
s'abonner à la GUEULE
OUVERTE ?



L'esclavage existe encore

● Un rapport d'une commission des Nations-Unies définit pour la première fois officiellement la situation des Indiens d'Amérique Latine comme un état d'esclavage. ●

Au Paraguay, des enfants indiens sont vendus 2 dollars. En Guinée, comme à El Salvador, au Honduras et au Guatemala, le travail « obligatoire » est la base même du système agricole. Au cours des dix dernières années, au Guatemala, environ 20 000 paysans, qui prétendaient se syndiquer, ont été exterminés.

A l'irradié inconnu

Deux mille personnes se sont réunies ce week-end sur la falaise de Flamanville, dans la Manche, à l'appel du Crilan. Un délégué syndical CFDT, des grévistes de la Hague participait aux débats et présentait la position de l'Inter-syndicale. On sait que le Crilan a officiellement apporté son soutien aux grévistes de la Hague, soutien critique, certes, mais qui prouve que les écologistes n'ont pas d'œil-lères quant il s'agit d'apprécier la globalité de la lutte anti-nucléaire. Les manifestants ont construit ensuite un monument symbolique aux « futurs irradiés » et se sont séparés en se promettant de « s'opposer physiquement » au début des travaux de la centrale nucléaire de Flamanville.

Maire nucléaire

On ne parle que du futur maire de Paris. Giscard impose le Comte d'Ornano, républicain indépendant et maire de Deauville. D'Ornano est aussi ministre de l'industrie nucléaire et c'est à lui que l'on doit cette formule célèbre appliquée aux grévistes de La Hague : « deux grévistes de la faim ne me font pas peur ! ». Le futur maire de Paris (si l'UDR se laisse circonvenir) sera donc bien placé pour lâcher les flics contre les Parisiens opposés à la centrale nucléaire de Nogent sur Seine.

Ridicule

Les trois candidats trotskystes à l'élection législative partielle de Paris V^e ont ramassé une veste mémorable. A eux trois, ils arrivent tout juste au score de Mouna, un pour cent et des poussières. Si le ridicule tue, le gauchisme devrait être mort. Mais aussi ! s'appeler « Lutte ouvrière » dans un quartier de commerçants ! Parler d'insurrection armée en 76, rabâcher les épîtres du siècle dernier ! Hé, les poteaux, si on se recyclait sérieusement ?

Pour ou contre la charte de la fourrure ?

Une dizaine d'associations de protection de la nature ont signé avec la Fédération nationale de la fourrure une charte selon laquelle les fourreurs renoncent à la plupart des peaux d'origine sauvage. Plus précisément, ils s'engagent à renoncer aux fourrures d'animaux capturés au piège à palette, à celles de mammifères indigènes, des félins tachetés, des bécasses-phoques, etc...

Le déjeuner - débat organisé avec la presse le 4 novembre a été assez houleux. La charte fut présentée comme un armistice, non comme une vraie paix.

Pressé de questions, Jean Servat, directeur de la Protection de la nature au Ministère de la Qualité de la vie, prit tout de même des engagements importants : démarches pour une interdiction légale du piège à palette, prochaine ratification de la Convention de Washington sur le trafic des espèces menacées ; abandon de la notion de « nuisible ».

Du côté des « protecteurs », l'opposition la plus sérieuse à la charte, fut celle de la SNDA (Société nationale pour la défense des Animaux) pour laquelle il n'y a là aucun engagement précis. Elle mit aussi l'accent sur les « oubliés » de la charte, les animaux d'élevage, tués de façons cruelles : électrocution, coup de marteau sur le nez, désarticulation d'une vertèbre du cou, etc.

J.J.B.

L'armée allemande contre l'ennemi intérieur

● La « guerre » que les troupes de l'Otan ont menée dans leurs manœuvres d'automne met en scène deux ennemis : les pays de l'Est et l'ennemi intérieur !

Ainsi, la caserne d'Altenwalde (Coblence) a été le théâtre d'une de ces alarmes au « sabotage » : « Les officiers donnent l'ordre de défendre la caserne contre les saboteurs insurgés. A l'entrée de la caserne, un groupe d'hommes, munis de banderoles et de drapeaux rouges, nous attaquent à coups de bouteilles et de pierres. Les officiers discutent avec les manifestants, nous occupons les postes d'alarme, armes au poing... pour découvrir, un peu plus tard, que les manifestants ne sont que des soldats d'une autre unité ! Le plus révoltant est que les banderoles portaient des inscriptions protestant contre l'implantation de terrains militaires sur la commune de Altenwalde, qui rencontre effectivement l'opposition de la population locale... »

EN BREF

● Mieux que Goebbels : un ministre ouest-allemand se déclare favorable à la torture dans certaines situations extrêmes. Exemple : Un groupe de terroristes vole une bombe atomique et menace de la faire sauter. La police, toujours perspicace,



arrête un des membres du commando. Il faut employer tous les moyens pour lui faire dire où se terrent ses complices. Heinrich Böll et plusieurs dizaines d'intellectuels allemands protestent contre cet appel au crime qui, selon eux et nous, « relève des tribunaux ».

● Un accord de recherche a été signé le 5 novembre entre Westinghouse, Framatome, EDF et le CEA. Il concerne notamment la fiabilité des réacteurs.

● Les Etats-Unis sont sur le point de vendre des centrales atomiques à Israël, l'Egypte et l'Iran.

● Pour faire un grand réservoir d'eau, l'Union soviétique vient de procéder à une explosion nucléaire « pacifique ».



● La Hague (toujours en grève, voir page 20) va avoir le privilège, partagé fifty-fifty avec l'Angleterre, de retraiter les combustibles irradiés japonais.

● Haroun Tazieff et Claude Allègre se sont serrés la main à l'issue d'un débat télévisé sur TF 1 le 11 novembre (voir G.O. 131, page 7).



Mais chacun reste sur ses positions quant à la Soufrière. La conférence internationale qui doit les départager a commencé lundi 15.

● Un pour cent des crédits officiels pour l'agriculture devraient être consacrés à l'agriculture biologique. Telle est la motion adoptée par les participants du congrès Nature et Progrès qui se tenait l'autre semaine (voir G.O. 131, page 19). Ce ne serait que justice, car l'agro bio fait précisément 1 % des terres cultivées en France.

MINEUR D'URANIUM : UN METIER D'AVENIR

Il ne se passe pas de semaine sans que de nouveaux permis de recherche d'uranium ne soient accordés. En ce qui concerne l'exploitation des gisements, telle qu'actuellement pratiquée, à la Crouzille, dans les Monts d'Ambazac et ailleurs, il y aurait intérêt à ouvrir un dossier. Un travail en liaison avec des comités locaux d'information ou de défense serait à instaurer...

En attendant, voici quelques éléments concernant les risques du métier de mineur d'uranium. Ma source est des plus officielles : le « Manuel de protection contre les radiations dans l'industrie » (Collection Sécurité, n° 26, « Radioprotection dans l'extraction et le traitement des minerais radioactifs », Bureau international du travail et Agence internationale de l'Energie atomique).

« Les experts ont noté que le nombre de cas de maladies pulmonaires semble demeurer élevé dans les mines d'uranium. En conséquence, ils ont estimé que des efforts spéciaux devraient être fait à l'avenir pour y améliorer les conditions de travail... »

« Il ne faut jamais oublier qu'en plus de l'accumulation de produits intermédiaires et élaborés le minerai brut lui-même peut présenter un risque prononcé d'irradiation externe s'il est suffisamment riche. Ainsi, en Australie, un producteur a fourni de la pechblende concentrée à environ 70 % d'oxyde d'uranium (U3O8) (...) Dans de telles circonstances, des concentrations de pechblende peuvent donner jusqu'à 40 milli-

rem par heure... »

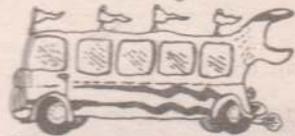
« Le risque d'irradiation prépondérant dans les mines d'uranium provient du radon et de ses produits de filiation à courte période. Alors que les poussières ne sont produites que pendant les opérations d'extraction, le radon émane continuellement du massif de minerai (...) Le radon libéré dans les mines d'uranium se désintègre en produits de filiation radioactifs sous forme d'atomes libres qui vont rapidement se fixer sur les parois, les poussières et d'autres noyaux de condensation (...) Du fait que la majorité des particules présentes dans l'atmosphère d'une mine sont de dimensions inférieures au micron, la plupart des produits de filiation du radon peuvent être inhalés. »

« Les brouillards d'eau peuvent permettre un abaissement des poussières allant jusqu'à environ 50 %, mais, par contre, ils manquent d'efficacité lorsqu'il s'agit d'éliminer les produits de filiation du radon. Ceux-ci peuvent être supprimés par filtration, mais ils se reforment très vite à partir du radon présent dans l'atmosphère. C'est pourquoi la filtration ne peut être aussi efficace que l'aéragé tant qu'on élimine pas le radon de l'atmosphère. De toute manière, pour qu'elle soit tant soit peu efficace, il faut procéder un grand nombre de fois au renouvellement de l'air (par exemple 20 fois par heure) »

E.P.

Bonjour ! c'est moi l'autobus !

La RATP (pour les provinciaux : Régie autonome des transports parisiens) a la folie des grandeurs. Voici qu'elle se prend pour Air France. Désormais, sur le 91 et d'autres lignes d'auto-

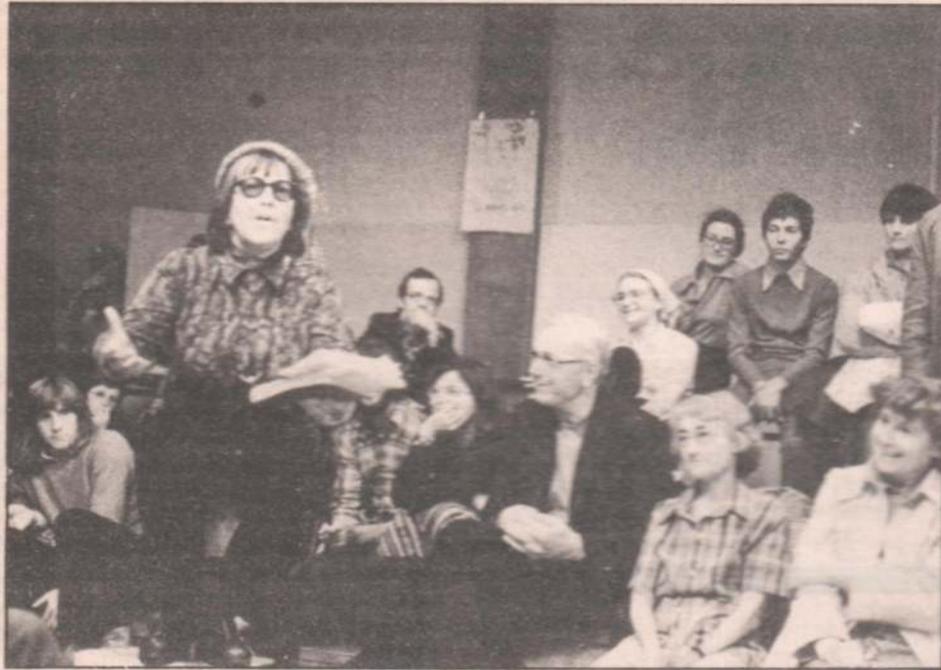


bus, une suave voix féminine style « FIP » nous signale régulièrement : « Prochain arrêt : Port-Royal, section ». On est hélas privé de la joie de voir cette charmante personne car il s'agit d'un enregistrement. Il reste le plaisir de rêver. Dans la cohue de l'heure de pointe.

Après la speakerine, pourquoi pas le bar, les chewing-gums, les hôtes du bitume, le cinéma sur grand écran ? Avec en prime les détournements de bus. Carlos a pris ses précautions : il a acheté son coupon de carte orange.

L.S.

LES PIEGES DU VOCABULAIRE



rose dentin/la gueule ouverte

« Je ne suis pas tout à fait satisfaite, la trouvant tout à fait vague, de la définition que l'on vient de donner au début de cette séance, de la non violence. On me dira qu'il y a plusieurs courants. Bon. Très bien. C'est ce qui donne sa vitalité à un mouvement. Mais j'aimerais bien que certaines choses soient mises au point, parce que si on veut avoir des actions communes avec des gens qui ne se réfèrent pas tout à fait à votre pensée, il faut avoir un vocabulaire clair. Il faut savoir sur quoi on se rencontre et sur quoi on diffère.

Première question qui nous chiffonne dans cette éternelle polémique du vocabulaire « violence » et « non violence » : un amalgame très dangereux se produit. Souvent on prend pour non violence l'antimilitarisme. Or ça n'est pas du tout identifiable : des gens pas du tout non violents sont vachement antimilitaristes. Il y a aussi un autre héritage idéologique qui pèse assez lourdement, c'est celui de la non résistance au mal. Ça remonte à autrefois, il y a eu des discussions qui tournaient en rond là-dessus, mais le mot « non violence » traîne toujours avec lui ce fumet de non résistance au mal. Je sais très bien pour avoir lu leurs écrits que les non violents d'aujourd'hui récusent tout à fait cette signification. Ils la trouvent démobilisatrice, et je suis certaine de leur bonne foi. Mais il n'empêche que quelquefois, dans des positions à prendre par rapport à telle ou telle forme d'action, on voit tout à coup, non plus dans la discussion mais quand il s'agit d'une action à mener sur le terrain, d'une entente avec d'autres, de correspondance avec des gens qui ne sont pas forcément de votre bord, on voit apparaître un clivage qui rappelle immédiatement cette non résistance au mal que précisément récusent les non violents aujourd'hui. C'est un point sur lequel je voulais attirer votre attention.

Alors on me dit : « la non violence, maintenant, c'est la désobéissance civile ». Très bien. Bravo ! Seulement, la désobéissance civile utilisée par des moyens qui s'appellent non violents, qui cherchent donc à être intelligents, comme on vient de le dire tout à l'heure, ça pose toujours le problème gênant de cette idée qu'un certain type

de défense peut en exclure une autre. Or, pour moi il ne s'agit pas de rêverie, de beaux programmes élaborés dans des bibliothèques et dans des salons (son salon, on peut d'ailleurs le déplacer dans la rue derrière une banderole), de programmes élaborés pour rendre une société meilleure comme je le vois apparaître un peu trop souvent dans le bouquin de Jean-Marie Muller chaque fois qu'il parle de gens qui ne pensent pas comme lui. Non. Etre révolutionnaire à l'heure actuelle, je vais vous dire ce que c'est, c'est défendre sa peau ! Il ne s'agit même pas de changer le monde, il ne s'agit même pas de le rendre meilleur, il s'agit de continuer à vivre.

Pour continuer à vivre, que l'on emploie des moyens qui soient le plus possible intelligents, qui puissent le plus possible rafraîchir la thématique de la lutte en rompant avec une vieille tradition qui a fait parfois ses preuves et a parfois, bien plus souvent, montré ses échecs, je suis bien d'accord. Mais encore une fois, si on s'imagine tout à coup avoir découvert la sagesse en disant, voilà, on va trouver des moyens qui ne sont pas agressifs et en même temps qui sont vachement malins, je dirai : « ça sera parfait dans telle situation ça ne collera pas du tout dans telle autre ».

J'en arrive, à cet égard à une première conclusion, c'est que ça me semble à la limite un faux problème. Je dis bien à la limite. Le mot non violence, avec « violence » inclus dedans, jette une nuée idéologique, comme la seiche jette son encre pour se cacher des adversaires, qui peut gêner beaucoup de monde. Je suis d'autant plus à l'aise pour le dire que, en juillet, aux Circauds, j'en ai parlé avec d'excellents copains très engagés dans le mouvement non violent, qui m'ont dit : c'est vrai, c'est un vocabulaire piégé, qui laisse traîner des difficultés derrière lui, qu'il faudrait arriver à éclaircir un jour, etc.

J'avais alors proposé le terme de « contre-violence » qui peut aussi bien inclure des moyens dits violents que des moyens non violents. A partir du moment où on emploie le mot « contre violence », on me dira : mais alors si vous l'utilisez d'une façon violente ça ne veut plus rien dire... Minute ! C'est à partir de la définition du mot violence que je demande à être éclairée. Là dessus je me

« La Gueule Ouverte » a entrepris un vaste débat de fond sur la notion, trop vague, très souvent mal comprise, de « non violence » (voir G.O. n° 129 et 131). Beaucoup se plaignent que nous restions dans le blabla, les idées, sans passer à des réalisations pratiques. C'est que, d'une part, la discussion en profondeur est bien nécessaire : les actions, Ambroise Monod le disait la semaine dernière, si elles ne sont pas incluses dans un projet politique clair, risquent de demeurer des trucs, rien d'autre que des moyens, récupérables par n'importe quel bord. D'autre part, les actions, boycott, sabotage, manifestations diverses, discutées et décidées dans un petit comité de gens se connaissant bien, doivent tout de même garder un minimum de discrétion si elles veulent être menées à bien

sens blessée, oui blessée, comme beaucoup d'autres qui partagent mon point de vue : on ne peut pas admettre de placer sous le même vocabulaire la violence que nous subissons et celle par laquelle nous essayons de lui résister. On ne peut mettre sur le même plan ce que l'ITT a fait au Chili et la résistance chilienne ! On ne peut mettre sous le même vocable ce que l'Amérique a fait au Vietnam et ce qu'a fait à Heidelberg la fraction révolutionnaire qui a fait sauter le cerveau électronique provoquant cette même guerre au Viet Nam !

En employant le terme « contre violence », on définit la violence comme celle du pouvoir, celle du militarisme, de l'armée, celle du système qui nous fait crever !

Très brièvement, un embryon de réponse à cette première partie de l'intervention de Françoise d'Eaubonne (on verra la suite de ses critiques une prochaine fois). Première notion : si on confond souvent anti militarisme et non violence, c'est qu'effectivement, la lutte contre l'armée est la base, le nœud premier de l'action et de la pensée dite (provisoirement peut-être) « non violente ». Pour un non violent, c'est du moins ainsi que je l'entends, lutter contre l'armée, ce n'est pas chercher à échapper à une contrainte, ni déplacer la force, ni voler le fusil au pouvoir pour le confier au peuple. Lutter contre l'armée, c'est remettre en question l'importante notion de défense. C'est comprendre et faire comprendre qu'un corps militaire défend un type de société et non les individus qui la composent. C'est comprendre aussi qu'à la limite, une armée même dite « populaire » qui défendrait des idées ne défendrait pas forcément non plus les individus initiateurs de ces idées mais leur statue épique définitivement figée dans le bronze de l'abstraction. C'est refuser d'avoir à se battre un jour contre un ennemi choisi et désigné par les pouvoirs d'argent mais vouloir, toujours, être libre des batailles qu'on veut mener. C'est se dire que pour ces batailles là, nul, ni homme ni femme, ni enfant, ne délèguera son pouvoir et son choix de défense à quiconque, mais que chacun luttera avec ses propres moyens, son intelligence et son honnêteté, à sa place, là où il est efficient, dans sa propre bulle écologique, sans se dérober.

sans risquer désamorçage prématuré ou provocation. Difficile d'écrire dans un journal « tel jour telle heure, tous à tel endroit avec chacun sa petite charge de dynamite », non ? Il n'empêche, dès que nous aurons épuisé les charmes et ressources de la fructueuse réunion du 30 octobre (bientôt suivie, je vous le rappelle par sa petite sœur du 3 décembre) nous essayerons de parler d'actions comme le boycott, l'insoumission, l'objection sous toutes ses formes, le refus de l'impôt, etc. Voyez page 10 l'achat des parts G.F.A. : ça, c'est de l'action non violente concrète et immédiate ! Pour aujourd'hui, voici la première partie de l'intervention de Françoise d'Eaubonne du 30 octobre, retranscrite d'après magnétophone, et les quelques réflexions rapides qu'elle m'a suggérées.

Deuxième notion. La défense dite non violente, que je sache, n'exclut en aucune sorte ce que tu appelle « contre-violence ». On n'entre pas en non violence comme on entre en religion ou aux alcooliques repentis en jurant qu'on ne touchera plus un verre de vin. Simplement, se dire non violent, c'est être, comme tu le proclames toi-même, réaliste. Ne pas jouer les romantiques en rêvant sur le Chili ou le Viet Nam pendant qu'on collabore économiquement tous les jours avec ce qui fait les ITT et autres puissances du fric. Se dire non violent, c'est chercher, lucidement et modestement à cerner l'ennemi proche, chez soi, là où on le touche, le flatte et le caresse presque (?) sans s'en rendre compte dans les choix quotidiens, et essayer autant que faire se peut de ne plus collaborer ! Et puis gripper la machine dans ceux de ses rouages qui sont à notre portée. Et puis ne plus attendre le Grand Soir et sa gloire, mais agir tout de suite, même sans victoire fracassante. Tout ça n'exclut en aucune façon, lorsque l'ennemi insidieux se concrétise d'une façon plus nette, plus avouée, plus matériellement définie et visible (centrale nucléaire, armée, etc.) qu'on envisage d'employer contre lui tous les moyens immédiats pour l'abattre y compris force et terrorisme.

En première conclusion, la non violence telle que nous la cherchons ici, qui n'est pas forcément celle définie par les mouvements dits non violents connus, est une attitude cherchant à saper les bases, économiques, idéologiques, d'une société violente, dans l'espoir d'avoir à éviter cette alternative oiseuse : avoir soi-même à prendre part à la violence générale en répondant un jour par la force (guerre, révolution armée) à une situation devenue intolérable mais qu'on aurait soi-même contribué à installer en collaborant par inertie. Je reconnais volontiers que le terme « non violence » rend très mal compte de tout cela et qu'il faudrait en changer. Mais « contre violence » ne me satisfait pas davantage : trop limitatif, trop réduit à une « réaction contre », alors qu'il s'agit d'inventer chaque jour la vie. Et puis, les mots, est-ce tellement important ?

Isabelle Cabut

33 FRANCS POUR LE LARZAC

Yvon Bourges, ci-devant Ministre de la Défense, est un personnage plein de bon sens et qui possède une qualité rare chez les gens occupant d'aussi hautes fonctions. Il a un extraordinaire sens de l'humour !

Il y a quelques mois, voulant sans doute montrer sa volonté de dialogue aux paysans du Larzac, il se fit parachuter sur Millau afin d'y négocier avec les « indigènes » qui découvrirent tout à coup un homme rempli de bonnes intentions.

« Messieurs - dit-il en pointant l'index droit sur la carte d'Etat-Major qui s'étalait devant lui - si l'extension du camp militaire vous gêne dans cette zone du plateau pourquoi ne le déplacerions-nous vers ces terres situées légèrement sur notre droite ? »

« C'est que, Monsieur le Ministre - répondit gêné le député U.D.R. du coin - il se trouve qu'il y a comme un trou en cet endroit. Voyez-vous, nous sommes dans la vallée, c'est-à-dire environ à 1 000 m en contrebas du reste du camp. »

Le soir même Yvon avait regagné Paris et on peut penser qu'il réfléchit depuis lors à cette phrase mémorable d'un autre ministre : « Il y a trois ans nous étions au bord du gouffre. Depuis, nous avons fait un pas en avant. »



christian weiss.

A U Larzac, c'est la guerre. Une région entière, parce qu'elle se refuse à disparaître, est en lutte ouverte avec le gouvernement et son armée.

Voilà maintenant cinq longues années qu'une centaine de paysans et leurs familles tiennent tête à un adversaire qui n'hésite pas à utiliser contre eux tout l'attirail de sa formidable puissance.

Voilà deux ans que malgré le silence de la presse, malgré l'indifférence relative de l'opinion publique (le Larzac ? Ils n'ont donc pas encore été expulsés ?), malgré l'énorme disproportion des moyens dont dispose chacun des deux camps, malgré tout cela et bien d'autres choses encore... ils continuent à tenir.

A tenir et même, incongruité suprême, à remporter des victoires ! Le Larzac,

c'est l'intelligence contre la force. C'est la joie de vivre contre la grisaille d'un monde de mort. Ce sont ceux qui veulent décider par eux mêmes contre ceux qui ne savent raisonner qu'en termes de hiérarchie. C'est le travail contre le fric. C'est - enfin - la nation contre l'armée.

Voilà pourquoi nous ne pouvons, nous n'avons pas le droit d'ignorer, ne serait-ce qu'un seul instant, cette lutte. Il ne s'agit plus d'un front secondaire, il s'agit d'un combat essentiel en ce sens que si nous perdons le Larzac nous aurons fait la preuve de notre incapacité à imposer une ébauche de société autogestionnaire en France.

Or, c'est dans les semaines à venir que tout risque de se jouer.

Depuis quelques mois en effet, le gouvernement faisait patte de velours et appliquait une sorte de stratégie de

l'apaisement tous azimuts. Pendant ce temps, l'armée achetait en secret 2 700 hectares de terres, soit plus du double de ce qu'elle avait réussi à acquérir jusque là.

Les gros propriétaires, étrangers au causse, paraissant tout à coup pressés de vendre, les paysans se demandèrent pourquoi. C'est dans le but de trouver une réponse à cette interrogation qu'un groupe de vingt deux personnes réussit à s'introduire, le 28 juin dernier, dans les locaux du camp, sans y avoir vraiment été invité.

Là, le pot aux roses fut rapidement découvert : l'armée offrait un véritable pont d'or à ceux qui acceptaient de traiter avec elle.

C'est ainsi que l'on s'aperçut que le respectable Monsieur de Bernis, PDG de Néogravure, venait de vendre le domaine de Montredon pour une somme évaluée à dix fois celle qu'il avait dû verser lors de l'achat, quelques années auparavant.

Aussi quel merveilleux cadeau fut, pour les visiteurs, ce joli feu de joie qu'allumèrent, bien involontairement, les gardes mobiles en voulant les faire évacuer à coup de grenades lacrymogènes : la plupart des actes de vente qui ne l'avaient pas encore été furent ainsi détruits !

Pourtant, cette dernière facétie des gens du cru n'a pas été goûtée comme elle aurait dû l'être. Il semble même qu'elle ait précipité les choses, un peu comme si l'armée avait décidé d'en finir avant 1978, année qui, comme chacun sait, pourrait amener la gauche au pouvoir.

C'est ainsi que l'on assiste, parallèlement à l'intensification des achats de terrains, à une occupation, par les militaires, des fermes conquises à coup de millions de francs.

Pourquoi « occuper » et non pas tout simplement détruire, me direz-vous ? Car c'est bien le sort qui est promis à ces bâtisses une fois que l'extension du camp sera - ce qu'à Dieu ne plaise - devenue réalité.

Hé hé, vous oubliez le facteur affectif, les enfants !

Les militaires ne s'embarrasseraient pas de la sorte s'ils n'avaient peur d'envenimer les choses en agissant autrement.

Une seule expérience malheureuse leur a suffi ! L'été dernier, ils firent en effet sauter la ferme du « Cap d'Ase » qu'ils venaient d'acheter, ceci afin d'éviter l'occupation d'icelle par des civils nécessairement mal intentionnés. Grossière erreur de leur part car la population Millavoise prit très mal la chose.

« Enfin, quoi, l'armée n'est pas faite pour détruire nos maisons, elle est faite pour les protéger », entendait-on à tous les coins de rue ! D'où ce virage à 180° pris depuis lors.

Qu'est-ce que vous croyez, on a encore des stratégies pour diriger nos vaillantes troupes !

Or donc, à chaque nouvelle acquisition, le premier soin de ces messieurs est d'entourer le sol sacré d'un réseau de barbelés et de monter un mât au sommet duquel flotte aussi sec le Drapeau Tricolore !

La seconde étape est moins exaltante, sans manquer toutefois de grandeur.

Elle consiste à placer des guetteurs dans les arbres entourant chaque nouvelle parcelle du territoire français ainsi conquise sur l'ennemi intérieur. « Quelle pitié de voir toutes ces belles maisons transformées en casernes », m'a dit un vieux paysan. « Nous qui avions l'habitude depuis toujours de voir la fumée sortant par les cheminées, nous découvrons maintenant des antennes de 15 mètres de haut sur les toits et de bien curieux fruits sur nos arbres ».

Actuellement, l'armée s'est ainsi retranchée à Cavaliès et aux Tournets dans la zone nord du plateau, à Salvetat et au Cun dans le cône sud. Une nouvelle guerre de position est ainsi en train de prendre naissance ! Après Metz-Verdun, l'itinéraire de la prochaine marche non-violente est ainsi tout trouvé : ce sera Millau-La Couvertoirade ou ce ne sera pas !

Toutes ces histoires ne seraient pas d'un intérêt fou (les dés étant pipés dès le départ) si les paysans ne disposaient d'une arme redoutable contre laquelle les militaires n'ont pas encore trouvé la parade : J'ai nommé le G.F.A.

Aïe, aïe, aïe, qu'est-ce que c'est encore ce truc là ? Un G.F.A., braves gens, c'est un groupement foncier agricole. Tenez-vous bien, l'inventeur en est Debré ! Ça ne vous dit toujours rien ? Bon, dans ces conditions, le mieux est encore de prendre les choses à leur début.

Il y a belle lurette que les « 103 » cherchaient à battre l'armée sur son propre terrain, en l'occurrence celui de l'achat des terres dans le périmètre d'extension du camp. A force d'à force, ils finirent par dégoter l'oiseau rare dans l'arsenal législatif. Il était en effet capital que les propriétaires sollicités par l'armée disposent d'une réelle alternative. Or, il se trouve que le G.F.A. permet aux paysans - et à toute autre personne, notez bien ça sur vos tablettes - de se grouper pour acheter ensemble les terres de leur choix. Pour que naisse le premier groupement foncier, vingt quatre agriculteurs apportèrent donc une centaine d'hectares (qui allaient constituer le noyau de départ). Après quoi des parts de 1 000 F furent émises et la souscription put démarrer.

En deux grosses années, 1800 personnes versèrent ainsi environ 250 millions d'anciens francs et, aussitôt l'argent réuni, les paysans purent souffler à l'armée les 84 ha de Jassenove, les 70 ha de Costeraste, les 63 ha des Homps, les 124 ha de Saint Sauveur... Bref en tout 513 ha qui constituèrent le G.F.A. 1.

Celui-ci ayant atteint le maximum des terres autorisées par la loi, on décida tout connement de constituer un G.F.A. 2.

Et c'est alors que les choses commencèrent à devenir particulièrement réjouissantes.

Il y a en effet deux semaines le G.F.A. 2 s'est porté acquéreur du domaine de Boissans et l'a enlevé de haute lutte. Or, outre sa superficie respectable (450 ha), le domaine en question offre une particularité qui ne vous échappera pas si vous avez la bonté de porter votre regard sur la partie gauche de la carte. Boissans « verrouille » (avec la complicité des terrains communaux appartenant à la ville de Millau qui pour le moment marche, avec les paysans) tout le secteur ouest du futur camp ! Comment voulez-vous en effet faire circuler des chars A.M.X. entre le camp actuel et, par exemple, Beaumescure (qui, soit dit en passant, n'appartient pas encore à l'armée) si une partie du territoire n'est pas terrain militaire ?

Finalement, il n'est pas vraiment nécessaire d'acquérir le maximum de terres. Il suffit de choisir les propriétés offrant une situation « stratégique ».

C'est dans la logique d'une telle découverte que les paysans voudraient acheter « la Tune » qui avec Costeraste (déjà en leur possession) verrouillerait tout le cône sud !

Il leur faut pour cela trouver dans les plus brefs délais une centaine de millions d'anciens francs. Cent millions, c'est 1 000 parts de G.F.A. (chaque part est en effet de 1 000 francs nouveaux).

Alors, calculons peu, mais calculons bien. « La Gueule ouverte » a, disons ça à vue de nez, quelque chose comme 30 000 lecteurs. Bien. Admettons que vous vous groupiez par trois et que vous versiez chacun 333 F afin d'acheter une part de G.F.A., vous savez à combien on arrive ? 900 briques.

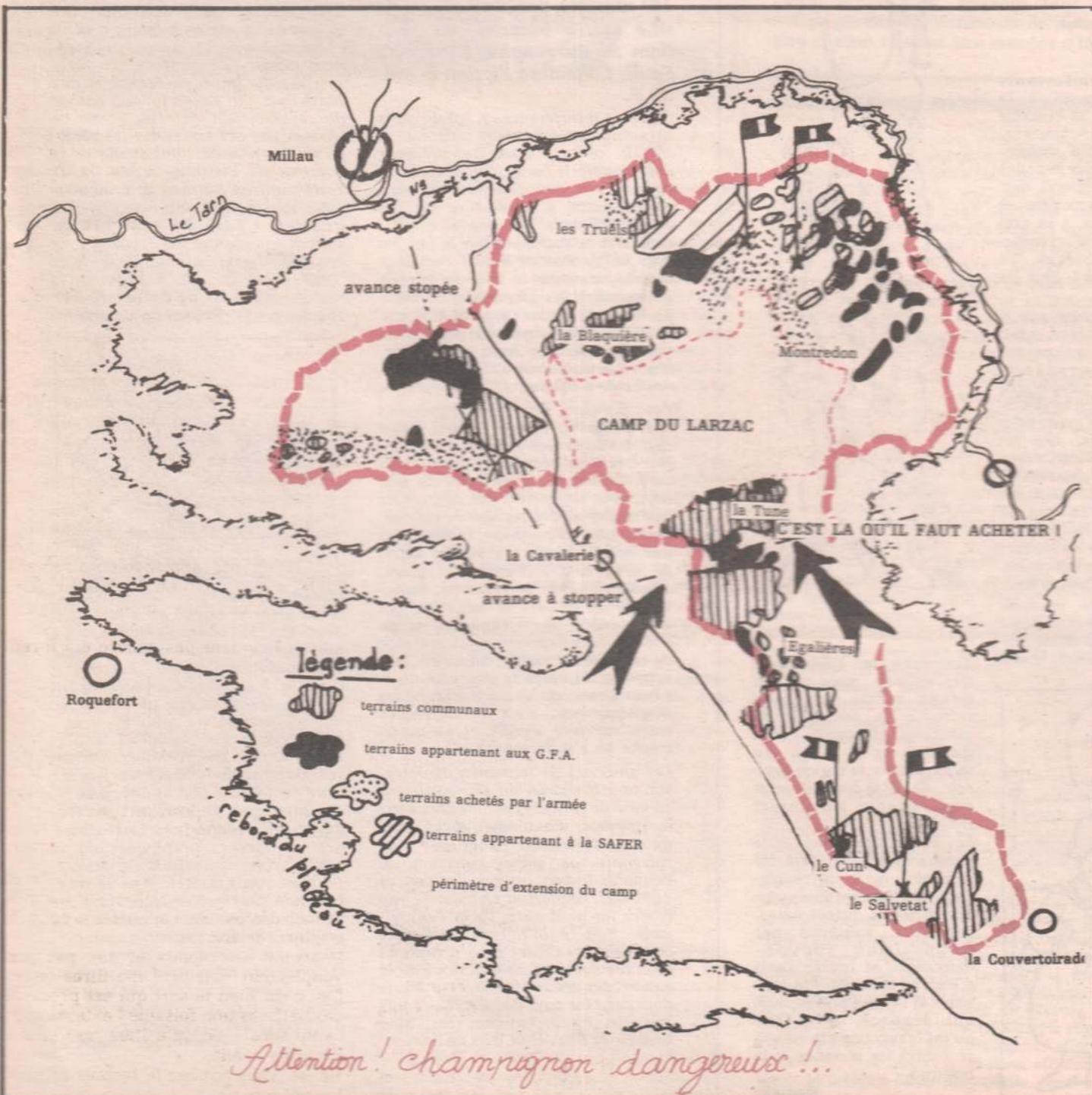
Imaginons maintenant que vous soyez plus fauchés que prévu et que vous décidiez de vous grouper 10 par 10. En versant chacun 100 F, nous voilà tout de même à la tête de 300 vieux millions et c'est gagné !

Et si vous vous groupez par trente ? Voyons voir : trente pour une part à 1 000 F, ça fait 33 francs par tête de pipe. Ouuh là ! là, trente balles pour faire chier l'armée ? Mais c'est donné ça ! Vite, vite, vite, prenez votre porte-plume et envoyez un joli chèque de 1 000 F à Maître Guy de Roquetaillade, notaire à Millau, 8, place du Mandarous. (1)

A « La Gueule ouverte » c'est décidé, on s'y met à dix et on achète une part.

J.L. Soulié

(1) N'oubliez pas de mettre au dos du chèque « Une part de G.F.A. ». Vous recevrez, dans quelques semaines, une procuration que vous devrez signer et qui fera de vous un capitaliste tout frais tout rôti.



France : explosifs dans une mine d'uranium

● Le centre d'extraction d'uranium de Margnac (Haute Vienne), un des principaux de France, 2/5 du tonnage annuel total de production, a été gravement endommagé le week-end dernier par deux explosions de charges de plastic ou TNT placées en deux points stratégiques. Tout le système électronique qui commande la gestion de l'exploitation est fichu, et la salle des machines est K.O. Au minimum deux mois d'arrêt pour réparer tout ça et beaucoup d'argent. Le puits de Margnac fait partie de la division de La Crouzille exploitée par le CEA. Cet attentat, qui n'a pas été préparé à la légère, est bien inquiétant. Pour eux. Pour nous, c'est une bonne nouvelle : deux mois sans uranium. Les auteurs : le COPEAU, commando d'opposition par l'explosif à l'autodestruction de l'univers.



Monde : quelques joyusetés nucléaires

● Le 5 novembre, la France, les Etats-Unis, Israël, l'Allemagne et l'Angleterre, ont été condamnés par les Nations Unies pour « collaboration nucléaire militaire avec l'Afrique du Sud ». Hou, les petits vilains !

● On ne sait toujours pas si la France va livrer une usine de retraitement au Pakistan. Giscard n'a plus tellement envie de vendre du nucléaire à tout de bras car il dit avoir compris les dangers de la prolifération. Mais d'un autre côté, en annulant la commande du Pakistan, il aurait l'air d'obéir aux Etats-Unis et ça il n'en est pas question. Solution ? Le Pakistan annulerait diplomatiquement sa commande.

Danielle.



Allemagne : état de siège devant une centrale- forteresse nucléaire

● 35 000 manifestants résolument opposés à la construction de la centrale de Brokdorf (Schleswig-Holstein) ont été violemment dispersés par la police fédérale le week-end dernier : gaz lacrymogène et autres, inconnus, à la grenade, à la lance d'arrosage, et par hélicoptères. Le grand jeu, quoi ! Plus de cent blessés.

C'est le 25 octobre que le gouverneur du land avait décidé d'accorder le permis de construire pour une centrale de 1 300 mégawatts, c'est-à-dire ce qui se fait de plus gros dans le genre pour l'instant. Depuis, tous les défenseurs de l'environnement et autres opposants au nucléaire manifestent en permanence devant le chantier dont la description, reflet de la future société nucléaire internationale, fait froid dans le dos : Trente hectares entourés sur trois mètres d'un fossé rempli d'eau, tantôt de grillages et de barbelés, tantôt



d'un mur de béton plus barbelés. A l'intérieur : miradors, patrouilles permanentes motorisées, chiens policiers et projecteurs. On met en place le système de protection contre les futurs opposants avant même que ne démarrent les travaux de construction. On savait bien en haut lieu que cette centrale ne s'appellerait pas Bienvenue : 75 % de « non » lors d'un référendum officieux dans la région. 20 000 objections à l'enquête d'utilité publique, ce qui aurait dû retarder le permis de construire si elle n'avait pas été parfaitement bidon.



Traversée par l'Elbe déjà très polluée, mais qui est quand même supposée refroidir la douzaine de centrales en projet, dont quatre sont déjà en construction, la région agricole de Brokdorf ne veut pas devenir un désert industriel.

Le 30 octobre, cinq mille opposants avaient déjà été expulsés, mais ils reviennent à chaque fois plus nombreux et luttent désespérément, soutenus par l'opposition sociale-démocrate et contre l'avis d'Helmut Schmidt, des écrivains et l'église protestante, qui dénonce : « la folie qu'est le recours à la violence contre les hommes et la nature ».

Danielle



bouquins

VOYAGE EN METRO, AVEC BURROUGHS

« Interférences ». Revue trimestrielle (dans les bonnes librairies et kiosques, ou B.P. 353-16, 75768 Paris Cedex 16) numéro double 5-6, 15 F. « Le métro blanc », par William S. Burroughs, Bourgois-Seuil, Collection Fiction & Cie, 39 F.

J'ai lu « Interférences », affilé dans le compartiment d'un express et c'était certainement le meilleur endroit pour le faire. L'ambiance ferroviaire un peu feutrée convenait parfaitement à la lecture de ces pages délicates aux photos opalescentes. Il ne manquait que le son. Un bon Sony Rollins aurait remplacé avantageusement la voix de crécelle qui grésillait les gares dans les haut-parleurs du train. On peut être une symphonie enveloppante de Beethoven pour décoller avec les transporteurs routiers américains sur leurs routes de « chlorophylle électrique ».

Ces derniers cow-boys modernes chevauchaient leurs 18 roues diesel dans les banlieues-jungles, seuls avec leur émetteur-récepteur, ce petit cordon ombilical qui les rattache aux copains et leur permet de déjouer les patrouilles de police. Monde cauchemardesque en perpétuel mouvement qui règle sa vie au rythme des hôtels de néon et des clignotants jaunes. Monde en alerte permanente, menacés par les pilliers de curquison, qui veille grâce aux « amphés » et au « Marrakesh Expresso » : un mélange de méchédrine, café et haschich pour conduire les nuits de douce chaleur. « Pour beaucoup de conducteurs, les amphétamines, c'est la différence entre survivre éveillé et la catastrophe en s'endormant ».

Les antennes de télévision défilaient sur la vitre-écran du compartiment comme de ridicules ponctuations sur le paysage d'automne. A la page quinze de « Interférences », O'Day racontait son empoisonnement au Cannabis Indica, un jour des années 1890 où il conduisait un train de mûchefer au nord-ouest de la Pennsylvanie. Puis ce fut le brouillage, cette pollution de l'espace sonore, bruit de fond involontaire ou technique de la guerre des ondes employée à haute dose dans les pays de l'Est. L'Albanie brouille Radio-Vatican, la Chine brouille la BBC, et la Voix de l'Améri-

que, le Chili brouille tout, la Brésil construit un centre de brouillage et il ne faut pas moins de 50 émetteurs à l'URSS pour brouiller Radio Liberty... Un énorme sac d'embrouilles où les mots de « libre circulation des informations » et de « convention internationale des télécommunications » ont l'impact d'un talkie-walkie sous l'émetteur de France-Inter. Les informations secrètes, quant à elles, circulent bien ; si l'on en croit l'étonnant dossier d'« Interférences » sur le système du secret en France et aux Etats-Unis, qui vaut à lui seul l'achat de cet excellent numéro. Et on ne parlera pas des textes sur les radiopirates, sur César, l'ordinateur de la Sœcma, de l'impasse vidéo ou de l'interview de Norman Spinrad pour vous laisser le plaisir subtil de les déflorer. « Tous les systèmes de contrôle modernes sont bourrés de contradiction ». Le contrôleur de la SNCF entra lorsque je terminai la revue sur le texte de William S. Burroughs sur les limites du contrôle.



Je continuai mon voyage avec l'écrivain américain car j'avais emporté « Le métro blanc », un recueil de textes caustiques publié chez Bourgois-Seuil dans la collection Fiction (qui a déjà donné la remarquable « Acid Test » de Tom Wolfe). Burroughs, c'est le bulldozer de l'écriture. Il arrache les mots aux phrases avec une obstination malade et reconstruit avec eux des édifices surprenants. Ce sont ces instances littéraires, juxtaposition d'images prises sur le vif comme des photos de la pensée, ces montages de phrases qui évoquent des collages néo-surréalistes, des expériences graphiques où la sensation est expression. De tels textes sont insaisissables. Il ne se révèle qu'à ceux qui les découvrent par petits morceaux avec la modestie du profane. Certains resteront aussi perplexes que les critiques d'art devant les premiers tableaux d'art abstrait. Mais, même sans billet de train ou ticket de métro, le voyage promet d'intéressantes découvertes.

Dominique Simonnet

DEPUIS VINGT ANS, DANS VINGT ANS...

Il y a plus de vingt ans que l'électro-nucléaire est une réalité. Le premier réacteur de puissance - autrement dit la première centrale nucléaire industrielle - a fonctionné en 1954, en Union soviétique : centrale de Kalouga, à Obninsk, dans la région de Moscou (1). « Etudes soviétiques » d'octobre 1976, dans un article intitulé « peut-on avoir confiance en l'atome », n'hésitait pas à écrire : « L'exploitation, pendant plus de vingt ans, de centrales atomiques en URSS a montré leur sécurité complète pour le personnel et la population des régions voisines. »

Or le dissident biologiste soviétique J. Medvedev, affirme qu'il y aurait eu, en URSS, en 1958, un pépin particulièrement gratiné dans ladite industrie électro-nucléaire. « Il y a eu des dizaines de milliers de cas (d'irradiation) et des centaines de morts et les chiffres exacts ne furent jamais divulgués. »

défense
de
l'atome

Il vient d'être créé à Paris une **association de défense** de l'énergie nucléaire, de type loi 1901. Président : Fernand Danede, vice-président : Jean-Claude Subard. Les membres comprennent, pour le moment, une dizaine de personnes provenant d'horizons divers (sic). Il n'y a pas, pas encore, de spécialistes des questions nucléaires. Le sigle retenu pour le « blason » de l'association est celui d'une double gravitation neutro-nique (il enserrant une carte de France). Le nom, Nucléaire-Info, est la contradiction résumée de : association pour une information objective sur l'utilisation de l'énergie nucléaire et l'estimation des besoins énergétiques de la région parisienne.

Le premier communiqué de « Nucléaire-Info » parle de « démystifier le danger nucléaire ». Selon M. Subard, l'énergie nucléaire prend sa place entre l'ère des énergies fossiles et celle des énergies dites libres, comme celle que fournit le soleil. C'est selon lui « un point de passage obligé ». Nucléaire-Info se déclare strictement apolitique.

Adresse : 16, place Adolphe Chérix, dans le 15^e.

« Enerpresse » 5.11.78

Les assertions de M. Medvedev rencontrent le scepticisme en Grande-Bretagne. C'est de la « science-fiction », a déclaré Sir John Hill, président de l'Autorité britannique de l'énergie atomique (UKAE). A l'estime de Sir John Hill, une telle explosion n'aurait absolument pas pu passer inaperçue. Le Dr Medvedev a vivement réagi à cette déclaration. Tout en soulignant que ce n'est pas à Sir John Hill d'apporter un démenti mais bien aux autorités soviétiques, il a tenu à confirmer les faits relatés dans son article, à savoir qu'une explosion « conventionnelle » due à



En Russie aussi, le nucléaire fabrique des monstres

l'accumulation de gaz s'était bien produite dans un centre de stockage des déchets situé dans l'Oural, et qu'elle avait fait de nombreux morts et contaminé des milliers de personnes. Le Dr Medvedev a assuré que la catastrophe était bien connue dans les milieux scientifiques soviétiques et qu'il en avait eu connaissance par le professeur Klechkosky, de l'Académie d'agriculture de Moscou, qui avait été

DES PROBLEMES
DE FINANCEMENT
POUR SUPER-PHENIX

Le schéma de construction de Super-Phénix est actuellement ralenti par des problèmes financiers. C'est ce que révèle le journal ATW-News, lors de sa réunion du 15 octobre dernier, la NERSA n'a pas pris de décision définitive pour la construction. Elle a seulement autorisé son directoire à placer les premiers contrats.

Les problèmes qui ont motivé le report de la décision résident dans le partage des frais entre les électriciens groupés dans la SBK (participants ouest-allemand, belge, néerlandais et britannique) et leurs gouvernements. SKB prévoyait la prise en charge par le ministère fédéral allemand de la recherche et de la technologie de 50 % de sa part de financement : 230 millions de marks. En fait, les crédits inscrits à ce chapitre au ministère ne représentent que 55 millions de marks.

Enerpresse

chargé d'étudier les conséquences de la catastrophe sur les plantes et les animaux. Tout cela lui fait dire, selon le « Guardian », qu'il trouve les termes employés par Sir John Hill « inacceptables ». Par ailleurs, le dissident soviétique s'est défendu d'avoir voulu attirer l'attention sur les risques inhérents à une installation comme Windscale. Il a également affirmé qu'il croyait que la catastrophe de l'Oural était un fait connu depuis longtemps dans les pays de l'Ouest.

Et à Schvchenko, en 1973, il y a trois ans ? Peut-être saurons-nous dans quinze ans ce qui s'est passé.

Vingt ans, c'est peut-être le « recul » qu'il aura fallu avoir pour commencer à entrevoir la vérité du nucléaire pacifique...

Mais en faudra-t-il encore autant pour que soit stoppée la course délirante de cette mégamachine, comme dit Lewis Mumford ? A la prise de conscience élargie, comme disent les écologistes humanistes, répond, et particulièrement fort ces derniers temps, une stratégie oh combien habile des promoteurs de l'atome tous-azimuts tout-profits, qui n'ont pas investi comme ils l'ont fait depuis des décennies pour déboucher sur des moratoires ou autres remises en question, fadaïses mystico-écologiques comme le dit si bien un journal économique.

Alors ? Alors il reste peut-être à parier qu'il est « quand même » possible de vivre dans cet univers là. De vivre à en crever, bien sûr !

E.P.

Source : « Enerpresse »

« Combattre la maladie avec des vaccins ou des médicaments toxiques, c'est exactement pesticides... Il n'y a pas plus de microbes pathogènes que d'animaux nuisibles. Il n'y a qu'le tout et le relatif pour la relation. » Pierre Fournier « Y'en a plus pour longtemps »,

pour une médecine non violente: l'homéopathie

La Sécurité sociale vient d'annoncer qu'elle ne remboursera plus automatiquement certains fortifiants et tranquillisants, ces deux mamelles de l'industrie pharmaceutique. Que cela contribue à réduire le déficit de la S.S., peut-être, et tant mieux. Mais ce qui est bien plus remarquable, c'est de constater que la Sécurité sociale refuse de cautionner plus longtemps la partie de la médecine qui soigne les maladies créées par la société et la vie moderne, anxiété, fatigues, névroses dues à l'entassement et à la rentabilité, au lieu de s'appliquer à fabriquer de la santé.

En théorie, c'est une bonne chose. En pratique, ça veut dire que le gars qui fait les trois-huit à l'usine et qui hésitera à se payer de quoi s'endormir dans la journée malgré le boucan de son H.L.M., ce type-là risque de plus en plus d'avoir des réactions brutales au premier pleur de son gosse.

Le refus de rembourser la soupe des fortifiants et tranquillisants, c'est donc l'aveu de l'impuissance politique du médecin mais aussi la constatation des limites de la médecine classique. Médecine qui ne sait soigner qu'en faisant taire un foie détraqué ou une tête martelée à doses massives de médicaments dont le professeur Mathé lui-même a déclaré que 90 % étaient inefficaces. Le type au foie guéri est renvoyé dans le circuit de la production-consommation de la société, mais il sent bien qu'il y a quelque chose qui ne va pas. Il finira par prendre des somnifères et c'est bien là une façon inconsciente de dire à son médecin que sa façon de soigner est plutôt frustrante.

Y en a-t-il une autre ? Oui. Il y en a plusieurs, dont l'homéopathie. Comme c'est celle que je connais le mieux, j'en parle. C'est une façon de soigner qui n'enrichit ni les laboratoires ni les pharmaciens, ne pollue pas et rend les gens plus autonomes vis-à-vis du médecin pour toutes les bricoles de la vie courante, une fois le B.A. ba de la méthode bien compris. (On dit « briser le monopole du pouvoir-savoir du médecin » !).

C'est déjà beaucoup. Surtout que connaissant ses limites, elle permet à l'autre médecine, l'allopathie, d'intervenir plus efficacement dans les cas graves et urgents, ceux relevant de



la chirurgie ou de la réanimation et ceux où le malade est trop faible ou trop atteint.

Non, elle n'a pas de solution pour les murs trop minces du H.L.M. trop près de l'autoroute. Mais du moins, les gens soignés de cette façon se sentiront-ils un tout petit peu moins prisonniers. Premier pas. Libre à chacun de voir en arrière-plan de l'homéopathie une philosophie humaniste, mais avez-vous l'habitude de demander à votre médecin s'il cotise au Parti communiste ou aux Témoins de Jéhovah avant de vous déshabiller ? C'est secondaire quand on a mal.

l'homéopathie et son malade

La maladie est un langage que le médecin décrypte à sa façon. Un médecin classique ausculte, tranche par tranche, son malade. Il l'enverra peut-être consulter un ou deux spécialistes ensuite s'il juge qu'il y a un ou deux domaines bien précis à soigner. Si son client n'est « pas bien » mais n'a « rien de cassé », il n'a pas d'autre solution que le fortifiant ou le tranquillisant.

Le médecin homéopathe voit un homme entier, corps et âme, dans son client. Il le questionne longuement sans jamais perdre de vue que cet homme a un passé, physique, sentimental, et un environnement présent, social et affectif. Ce questionnaire est capital car parmi toutes les réponses

fournies, et après auscultation classique, le médecin devra relever les trois ou quatre caractéristiques essentielles qui lui indiqueront le remède correspondant. Remède qui renforcera les défenses de l'organisme et lui permettra donc d'éliminer l'origine du trouble.

Cette première visite dure un bonne heure. Ce qui ne fait pas beaucoup de clients dans la journée. Le jeune médecin qui s'installe aura beaucoup de mal à s'en sortir matériellement. Quant au soutien moral ! c'est solitude et compagnie. Et encore dans le meilleur des cas, sauf exceptions.

Les malades, eux, s'étonnent d'être obligés de prendre rendez-vous si longtemps à l'avance pour la première visite. Mais c'est parce que les vrais homéopathes ne sont pas très nombreux. De toutes façons, l'homéopathie n'est pas destinée à traiter des cas urgents chez des malades inconnus. Un traitement de fond, ça peut attendre quinze jours. Le temps d'éliminer les impatients à la recherche du grand sorcier.

une médecine totale

Dans un monde de plus en plus voué à la quantité, l'homéopathie se présente comme une médecine de l'individualisation, une médecine de la personne. Si l'homéopathie rejoint les inquiétudes des écologistes, les préoccupations de tous ceux qui sont conscients des

OU SE FAIRE SOIGNER ?

Dispensaire Danton, 7, rue des Poitevins, Paris 75006. Tél. : 326-51-21.

- Dispensaire Hahnemann, 99, boulevard Auguste-Blanqui, Paris 75013. Tél. : 580-15-03.

- Hôpital Saint Jacques, 37, rue des Volontaires, Paris 75013. Tél. : 566-93-09. Un département entier y est soigné par l'homéopathie, y compris les traitements post-opératoires.

- Hôpital Cochin, 27-47, rue du Faubourg Saint-Jacques, Paris 75014. Tél. : 329-21-21. Un service consultation homéopathique y est spécialisé dans la désintoxication du tabac.

OU MILITER ?

C.R.O.F. - Comité pour la reconnaissance officielle de l'homéopathie en France, 39, avenue de Turin, 73000 Chambéry.

dangers des médicaments et de leurs effets secondaires, c'est parce qu'elle est avant tout un mode de pensée sur l'homme dans sa totalité, c'est-à-dire un être vivant et pensant et non un objet fractionné en organes indépendants les uns des autres. C'est le même sang qui circule partout. L'homme appartient à la communauté terrestre, à la communauté cosmique, mais il se sait unique. Il n'a pas à se soigner de façon anonyme et standard comme si ses malaises étaient exactement les mêmes que ceux du voisin, ceux de tout le monde.

Généraliser l'homéopathie ? Tout le monde y gagnerait. Sauf les trusts pharmaceutiques. Car les remèdes véritables ne sont pas très nombreux ni coûteux. Se méfier des « spécialités » homéopathiques du genre « Anginopathe », cocktails de remèdes dont on présume qu'ils vont recouvrir l'éventail des symptômes manifestés. C'est comme couvrir entièrement une cible pour être bien sûr d'atteindre le milieu, alors qu'une simple flèche aurait suffi.

aussi con, et de la même sorte de connerie que combattre les parasites des cultures avec des
une tendance permanente au retour à l'équilibre. L'ignorer, c'est prendre la partie pour
Editions du Square.

les charlatans de la médecine

L'homéopathie n'a pas bonne presse. Il faut quand même savoir qu'en France, un vrai homéopathe est d'abord un médecin, avec ses sept années d'études de médecine et son diplôme de médecin, qui a ensuite préparé sa spécialité, comme n'importe quel autre spécialiste, pendant trois ans (1). Sauf qu'il n'y a pas d'enseignement officiel de l'homéopathie. Il n'y a qu'un hôpital homéopathique en France, l'hôpital Saint-Jacques à Paris.

Cet enseignement n'étant pas reconnu, il n'est donc pas obligatoire. Et rien ni personne ne peut empêcher n'importe quel médecin, généraliste ou pas, de prescrire des petites pilules homéopathiques (ni de faire des piqûres d'acupuncture du reste). Un bon répertoire et hop ! quelques granules noyés dans une ordonnance de produits chimiques ou extraits gandulaires. Voilà un régime amaigrissant dit « homéopathique » !

Je trouve vraiment malhonnête de faire retomber sur l'homéopathie en général, l'attitude scandaleuse de certains de ces médecins amaigrisseurs, inscrits à l'Ordre et tout et tout, ces charlatans et ces voleurs.



C'est pourtant ce qui se passe régulièrement. Une émission d'Anne Gaillard (France-Inter) sur l'obésité, faisait encore récemment l'amalgame. Pas un homéopathe n'étant présent à l'émission, les insinuations allaient bon train. A croire que tous les homéopathes font dans le régime amaigrissant. Pourtant,

on peut dire que presque tous les végétariens, s'ils doivent avoir recours à un médecin, vont chez un homéopathe et c'est rarement pour maigrir ! (Ce qui ne veut pas dire que tous ses patients soient végétariens, loin de là.)

L'homéopathe n'est pas un sous-médecin plus ou moins parallèle. C'est

un médecin qui a ajouté une corde de plus à son arc, corde qui supplante les autres quand dans la pratique quotidienne il s'aperçoit qu'elle suffit à elle seule. Mais, c'est une corde **complémentaire**. En possession de tout son arsenal thérapeutique, le médecin peut choisir entre le tir à la mitraille, antibiotiques pour une banale grippe, ou bien le tir à la chevrotine, pilules homéopathiques. Il y a même ceux qui choisissent le tir par balle : un seul remède doit suffire à rétablir l'équilibre de l'individu. Mais ce sont là des puristes, plus théoriciens que praticiens. Faut pas croire : ici aussi, on trouve des écoles et des tactiques différentes, tout comme dans la non-violence et le jeu de boules.

(1) Ce qui est loin d'être le cas de tous les psychanalystes auxquels toute une génération, la mienne, celle des 30-35 ans, est en train de s'abandonner avec une confiance aussi aveugle que celle de nos parents pour leur médecin de famille, mais combien plus exigeante ! Une bonne psychanalyste doit tout arranger, croquer. L'analyste a quelques années devant lui avant que son client ne se rende compte qu'il a fait le tour de la question, dépensé beaucoup d'argent et que c'est à son tour d'écouter les autres pour rentrer dans ses frais. Je ne préjuge pas des bienfaits de l'analyse, et il est d'excellents analystes, il en est même d'homéopathes. Mais l'engouement est total et pas une voix ne s'élève contre les pseudos et prétendus analystes à qui s'accrochent pendant trois ou quatre ans les paumés de tout poil. Quel gâchis ensuite !

L'homéopathie, comment ça marche ?

C'est une méthode expérimentale basée sur deux principes : la loi de similitude et les doses infinitésimales.

Le premier s'énonce ainsi : « Une substance qui est capable de provoquer chez des sujets sains un ensemble de symptômes particuliers, pourra faire disparaître des symptômes analogues chez le sujet malade qui les présente. »

Et ça marche. L'aloés provoque la diarrhée chez un sujet sain. On la prescrit au diarrhéique en homéopathie, et au constipé en médecine classique. Simple-ment les doses ne sont pas les mêmes. Vous avez de l'urticaire qui ressemble aux piqûres provoquées par des orties ? *Urtica urens* (nom latin de l'ortie) est pour vous. Si vos boutons rappellent plutôt ceux d'une piqûre d'abeille, alors là, c'est *Apis mellifica* (venin d'abeille) qu'il vous faut.

Pourquoi des noms latins ? Parce qu'ils correspondent au nom scientifique des produits, sont précis, dans les cas de plusieurs variétés d'une même plante, et sont universels. *Urtica urens*, un pharmacien allemand comprendra aussi bien qu'un Américain. En allopathie, c'est plutôt le contraire : les médicaments changent de nom en passant les frontières.

Tout ça n'est pas nouveau. C'est Hippocrate, un des pères de la médecine occidentale, qui avait retrouvé ces principes d'origine égyptienne et les avait traduits en grec. Mais ils ont dormi pendant deux mille ans. C'est à la fin du 18ème siècle que Samuel Hahnemann les redécouvrit.

Médecin, né en Saxe en 1755 et mort en 1843 (il est enterré au Père Lachaise), c'est lui qui a montré par ses expérimentations et ses observations basées sur l'homme sain que la loi de similitude était une loi de biologie générale, une loi de la nature. Il lui a

d'abord fallu poser les bases de la médecine expérimentale, bien avant Claude Bernard, à qui on en attribue la paternité. C'est à dire : expérimenter chaque substance médicamenteuse sur l'homme, et observer l'ensemble des perturbations provoquées aussi bien sur le plan physique que psychique. C'est ce qu'il a fait en testant sur lui et ses élèves, et au fil des ans, toutes les substances employées de son temps. Et depuis, on continue.

On utilise en homéopathie des remèdes provenant du règne végétal, mais aussi animal et minéral. Rien n'empêche de tirer des doses homéopathiques de substances chimiques modernes, mais on ne voit pas bien l'intérêt puisqu'il y a suffisamment de ressources dans ce que nous offre la nature.

Pour choisir son remède, Hahnemann ne s'en tenait pas seulement aux symptômes physiques et psychiques, mais il cherchait les causes lointaines, l'étiologie de la maladie. Comment, quand, où, a-t-elle commencé ? Il est un des premiers à avoir pensé une médecine psycho-somatique.

les doses infinitésimales

Au début, Hahnemann testait sur lui-même les médicaments courants de son époque. Par exemple le quinquina, la panacée de son temps. Il s'aperçut qu'en diminuant ou en augmentant les doses, il ne réagissait pas de la même façon. Méthodiquement, il diminua les doses en notant les effets provoqués. Il finit par arriver à des doses de médicaments tellement diluées qu'on pouvait penser qu'il ne restait plus rien. Maintenant, on sait, pour l'avoir vérifié avec des traceurs radioactifs, que l'on trouve trace du produit après sa quinzième dilution. Il faut attendre un appareil encore plus sensible pour mesurer des dilutions encore plus grandes. Mais Hahnemann n'en avait pas besoin, lui qui, du temps de Napoléon, loin des atomes et de l'électronique, constatait simplement que ses remèdes marchaient, sur les hommes aussi bien que sur les animaux ou même les plantes.

La technique des dilutions est minutieuse. Mais la préparation des remèdes homéopathiques précisée par Hahnemann n'a pas changé. Simplement, on a automatisé et mécanisé.

Prenons par exemple la préparation de *Calendula* (le souci des jardins) ou *Arnica*. On fait macérer la plante dans de l'alcool. On obtient ce qu'on appelle une teinture-mère (T.M.). On prend 30 flacons dans lesquels on met 99 gouttes d'alcool. Dans le premier, on ajoute une goutte de T.M.. On agite le flacon cent fois : on « dynamise ». La dilution contenue dans ce flacon est donc au centième.

Comme c'est la méthode d'Hahnemann, on écrit 1 CH. On prend une goutte de 1 CH qu'on ajoute au deuxième flacon, on secoue, et voilà 2 CH. On continue jusqu'à 30 CH. Les homéopathes suisses et anglais vont encore plus loin. Mais en France, ce n'est pas admis.

Pour pouvoir conserver facilement ces dilutions, on en imprègne des granules de lactose inerte. C'est pour cela qu'il ne faut pas les prendre avec les doigts puisque le produit actif est surtout en surface.

Plus la dilution est élevée, moins il reste de produit actif. Mais par contre le produit aura été dynamisé plus souvent. Les basses dilutions agissent mieux sur les symptômes aigus de la maladie (fièvre). Les dilutions les plus hautes améliorent plutôt en profondeur. Pas la peine de prendre plus de granules que conseillé, puisque l'action des remèdes n'est pas liée à leur quantité mais à la réaction de l'organisme.

Les médicaments homéopathiques sont inscrits au Codex de la pharmacie et remboursables par la Sécurité sociale. Mais c'est surtout la visite médicale qui coûte cher puisqu'elle n'est pas remboursée au tarif « spécialiste ». Aux malades d'obtenir qu'elle le soit, ce qui implique la reconnaissance officielle de l'homéopathie en France.

Danielle

Sources : J.M.C. Morel
médecins homéopathes - Chambéry



«QUE CHOISIR» EXIGE UN MORATOIRE NUCLEAIRE

L'Union fédérale des consommateurs « Que Choisir ? » se radicalise par deux coups d'éclat : elle porte plainte contre Robert Hersant pour son monopole dans la presse. D'autre part, elle demande un moratoire nucléaire.

POUR la première fois en France, une association de consommateurs, l'U.F.C. « Que Choisir ? », vient d'attaquer en justice un monopole dans l'information. Celui de Robert Hersant. « Pour les consommateurs, le droit à l'information est un droit fondamental. Dès qu'il est mis en cause, les organisations de consommateurs ont le droit et le devoir d'intervenir. »

L'U.F.C. « Que Choisir ? » accuse : Robert Hersant avoue lui-même être le dirigeant de fait de plusieurs publications. Il enfreint donc la règle de non-cumul prévue par l'ordonnance du 26 août 1944. Son nom ne figurant pas toujours dans ces publications, il est également accusé d'opérations de prête-nom tombant sous le coup de la loi. Agréée dans le cadre de la loi Royer sur le

commerce et l'artisanat du 27 décembre 1973 pour exercer l'action civile relativement aux faits portant préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif des consommateurs, l'Union fédérale des consommateurs porte plainte contre Robert Hersant. Elle demande l'engagement de poursuites pour que soit définitivement mis fin au cumul de direction de quotidiens par Robert Hersant, et que soient recherchées les personnes ayant servi de prête-nom.

Cette plainte contre Robert Hersant est une des « bombes » lancées par l'U.F.C. « Que Choisir ? » au cours des Ateliers généraux des consommateurs, qui se tenaient les 12 et 13 novembre à Paris. Ceux qui s'imaginent encore que toutes les organisations de consommateurs se contentent de dénoncer les commerçants indéliques qui vous trahissent en rendant la monnaie doivent réviser

HAUSSE SUR LE SUPER ET SUR L'ÉCOLOGIE

Six virgule cinquante-deux pour cent des voix. Le score du candidat écologique Brice Lalonde est la « surprise » de l'élection législative partielle du dimanche 14 novembre dans le V^e arrondissement à Paris (1).

LE dinosaure UDR Tiberi est élu dès le premier tour avec presque 55 % des voix. Le socialiste Pierre Guidoni totalise 19,73 %. Jean Elleinstein, du Parti communiste, dépasse tout juste les 10 %. Dans plusieurs des trente-trois bureaux de vote, il est coiffé au poteau par Brice Lalonde, qui termine bon quatrième.

L'Ami de la Terre est donc de loin le premier parmi les candidats « non principaux ». Le PSU, qui avait fait 6,5 % aux législatives de 73, chute à 1,62 %, malgré son candidat d'envergure « nationale », Victor Leduc. C'est la preuve qu'on peut difficilement concilier autogestion, lutte antinucléaire et ralliement à l'Union de la gauche. Mouna Aguiqui fait un score plus qu'honorable avec 1,03 %. En tout, les trois candidats qui se sont prononcés contre l'atome pacifique (Lalonde, Leduc et Mouna) font presque 10 % des voix. Autant que le PC ! Et l'extrême-gauche s'effondre. Aux présidentielles de 74, René Dumont (qui était cette fois-ci le suppléant de Brice) avait récolté dans cette cir-



conscription environ 3,5 %, un de ses tout meilleurs résultats nationaux (moyenne générale : 1,3 %). La progression de l'écologie frôle dangereusement la croissance exponentielle : doublement en deux ans. Il va falloir faire gaffe de ne pas se prendre au sérieux, et ne pas tomber dans le piège d'une stratégie électorale. Le courant écologique perdrait toute sa radicalité et toute son originalité s'il en venait à privilégier le terrain électoral, à en faire l'axe principal de son projet politique.

Interrogé à France-Inter sur le brillant résultat du candidat des Amis de la Terre de Paris, Jean Tiberi a dit en substance : la qualité de la vie, c'est très important. Je m'en occupe déjà beaucoup et je vais m'en occuper encore plus. Mes électeurs peuvent me faire confiance.

Il est significatif que le candidat écologique ait obtenu ce résultat dans un quartier de Paris qui, grâce aux expulsions opérées par Tiberi et ses copains, penche de plus en plus à droite. Tiberi gagne près de 15 % par rapport au premier tour de 1973.

Dans les Yvelines, M. Houtot, candidat écologique soutenu par la fédération des associations de défense de l'environnement de la région parisienne, arrive sixième avec 3,21 %. C'est un résultat très convenable, puisqu'il devance nettement le Front national, radical de gauche et le PSU. Bref, une journée faste pour l'écologie électorale. Il faudra compter avec les écologistes aux municipales de mars 77.

leurs batteries d'urgence. « Que Choisir ? », c'est du sérieux. Porter plainte contre un individu qui vient de déclarer « s'il n'y avait pas de journalistes et pas d'ouvriers du livre, les éditeurs de journaux seraient heureux », n'est-ce pas un acte de salubrité publique, un acte politique au sens le plus noble du terme ?

Chaque quart d'heure était lancée une nouvelle proposition d'action, sur les sujets les plus variés : de la sécurité des casques moto aux résidus de pesticides en passant par les économies d'énergie et les contrats d'assurance. De grands sacs bariolés dans le hall accueillait les bouteilles plastique, les médicaments inutiles, les publicités mensongères et les jouets dangereux apportés par les consommateurs. Sur de vastes panneaux dans les couloirs s'inscrivaient les réflexions, critiques et propositions des participants. Les gens se sont pressés nombreux aux débats, qui traitaient de la qualité des produits sur les points de vente (le jeune cadre semillant de Carrefour a dit : « on n'attrape pas les mouches avec du vinaigre »), du rôle de la télévision dans la défense des consommateurs (avec une émission d'« A la bonne heure » en direct). Mais aussi de la pollution des eaux, de la consommation du logement et de l'espace, du nucléaire, de l'inflation. C'est dire qu'on était loin de la défense du consommateur au sens étroit et étriqué du mot.

des clowns et des atomes

L'U.F.C. « Que Choisir ? » demande un moratoire sur l'énergie nucléaire. Cette autre « bombe » a été lâchée à l'issue d'un débat passionné qui opposait samedi soir partisans et adversaires de l'atome pacifique. En guise d'entrée en matière, il y avait le clown atomique Jean Kergrist, son T.N.P. (Théâtre national portatif) et sa centrale baladeuse. Tout le monde a ri, sauf M. Faure, un des pontes d'EDF, qui a contesté les chiffres et répondu au clown comme un gamin à Guignol.

Le ministère de l'Industrie n'a pas daigné venir, car, selon lui le débat nucléaire a déjà largement eu lieu sur le plan national (sic). MM. Bienvenu (EDF) et Chavardès (CEA) se sont donc retrouvés seuls à la tribune, face à quatre opposants plus ou moins radicaux : François Ramade (prof d'écologie à Orsay), Jean-Pierre Pharabod (Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire), Bernard Laponche (CFDT du CEA) et Brice Lalonde (Amis de la Terre). Les murs de la salle étaient ornés de panneaux avec des chroniques de l'énergie solaire de Reiser.

Le fait nouveau de ce débat, c'est que les officiels de l'EDF et du CEA se sont fait durement contrer non seulement par les écologistes, mais aussi par des membres de leurs propres entreprises. M. Lagarde, attaché (comme M. Bienvenu) au service études et recherches d'EDF, a accusé : EDF n'est plus un service public. Elle détourne le profit pour les multinationales.

Puis une panne d'électricité a plongé la salle dans l'obscurité pendant de longues minutes. Un antinucléaire en veste à carreaux au fond de la salle a dénoncé : c'est le même chantage aux coupures de courant que celui dont vient d'être victime la Bretagne. Mercredi 10 novembre, EDF a supprimé le jus à toute la région : trop de gens regardaient le très long film « Le jour le plus long » à la télé. D'où une surconsommation électrique. EDF triomphe : « vous voyez bien qu'il faut des centrales nucléaires ». Il faut résister à ce chantage d'autant plus malhonnête que, dans les premières années de fonctionnement au moins, les centrales atomiques consomment plus d'énergie qu'elles n'en produisent.

Seul des intervenants, Brice Lalonde a élargi le débat : « la première question, c'est : à quoi nous sert l'énergie ? A quoi nous citoyens allons-nous décider qu'elle va servir ? On peut faire de grosses économies si on décide de travailler moins et de consommer mieux ».

M. Bienvenu d'EDF a répondu : « notre mode de vie n'est pas idéal. Mais EDF, service public, est obligée de satisfaire la demande de la majorité de la population ». Brice a conclu : « la vraie question, c'est de savoir comment on lutte contre le nucléaire et l'Etat, et de décider ce qu'on met à la place ». Peut-être que l'U.F.C. a des idées sur la question ?

une amiante qui vous veut du mal

Un autre débat de première importance de ces ateliers généraux était consacré à l'amiante. L'information-choc est cette fois-ci venue du camp des officiels : le porte-parole du secrétariat d'Etat à la consommation a annoncé la parution prochaine d'une réglementation interdisant les résidus d'amiante dans le vin et les autres produits alimentaires. « Que Choisir ? », dans son dernier numéro, se contentait de réclamer l'interdiction des filtres en amiante. Reste bien sûr à savoir quand et de quelle façon précise cette réglementation entrera en vigueur.

De son côté, le représentant du ministère du Travail a annoncé la sortie courant 1977 d'un décret sur les conditions de travail dans l'amiante. Il comportera un seuil de concentration maximum. Mais on peut être sceptique sur les conditions de préparation de ce décret. Les organisations patronales semblent beaucoup plus consultées que les syndicats ouvriers. L'ouvrier qui représentait la CFDT de l'usine Ferodo de Condé-sur-Noireau a lâché, amer : « quelle que soit la réglementation, nous qui travaillons l'amiante continuons à en crever ».

Outre l'interdiction des résidus d'amiante dans les aliments et le picrate, qui semble donc acquise, l'U.F.C. « Que Choisir ? » fait cinq autres propositions d'application immédiate. Rien n'indique qu'elles soient prochainement mises en vigueur :

« La suppression de l'amiante comme revêtement d'appareils ménagers ou sanitaires et comme protection anti-feu dans la construction chaque fois qu'il est à nu et donc susceptible d'être effrité par des chocs mécaniques ou des courants d'air.

- Tout appareil, tout produit, toute installation contenant de l'amiante doit être hermétiquement inclus dans un matériau dur et non poreux.

- L'interdiction immédiate de tout système d'utilisation de l'amiante susceptible d'entraîner sa dissémination dans l'air que nous respirons, principalement donc du flochage d'amiante largement employé chez nous dans le bâtiment, mais interdit dans de nombreux pays.

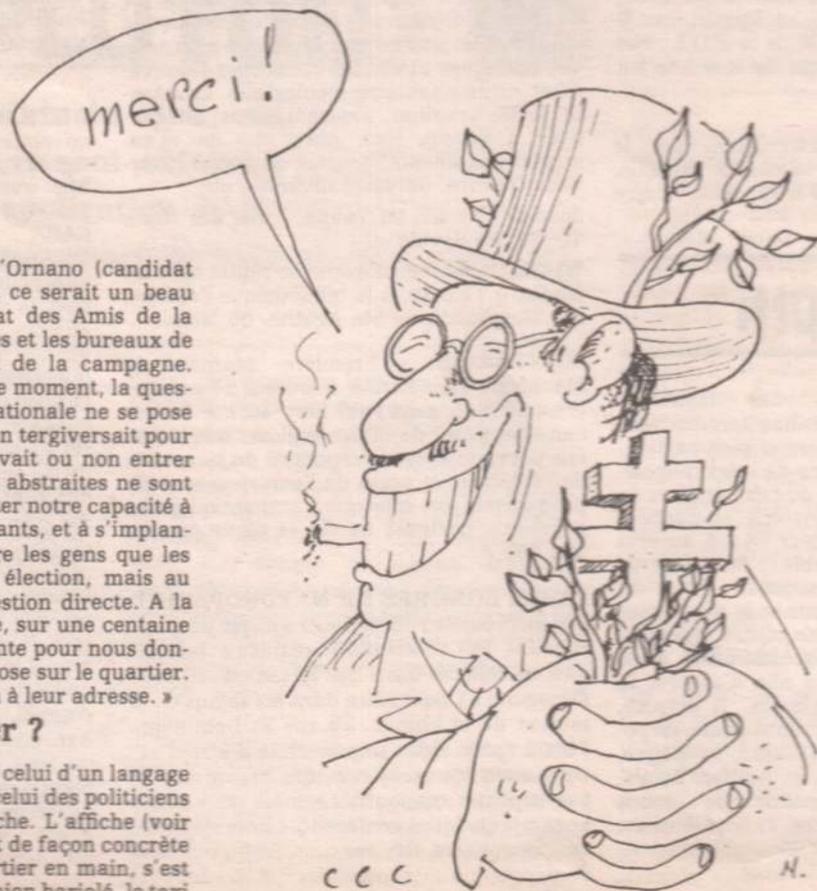
- Une réglementation draconienne du stockage des déchets de l'industrie de l'amiante et, notamment l'interdiction de les déverser dans les cours d'eau.

- Enfin, que l'on retienne pour toutes les entreprises travaillant l'amiante un seuil maximal de pollution de l'air de 0,5 fibres d'amiante par cm³ d'air. En effet, les travailleurs de l'amiante sont aussi ses premières victimes (asbestose, cancer). »

Au cours de ces deux journées s'est exprimée chez les animateurs de « Que Choisir ? » un constant souci de relier les problèmes de consommation à ceux des choix de production et de l'organisation de la société. Ce qui ne fait pas l'unanimité au sein de l'U.F.C. En direct au cours de l'émission « Questions pour un samedi », François Lamy, rédacteur en chef de « Que Choisir ? », a souligné ceci : au delà des tests comparatifs, les consommateurs ont droit à une information sur les matériaux de base des produits et leurs coûts. « Le consommateur doit avoir le souci non seulement du produit, mais aussi de son environnement industriel. » L'U.F.C. « Que Choisir ? » ne se contente plus de dénoncer un mode de consommation. Elle met désormais en cause un mode de production.

Laurent Samuel

élections



Et à l'élection du maire de Paris : D'Ornano (candidat unique de la majorité), contre Lalonde, ce serait un beau duel en perspective, non ? Le candidat des Amis de la Terre de Paris a fait causer dans les rues et les bureaux de dépouillement. C'était le but principal de la campagne. L'intéressé explique lui-même : « Pour le moment, la question de notre présence à l'Assemblée nationale ne se pose pas. C'est un faux problème, comme si on tergiversait pour savoir si Péchiney-Ugine-Kuhlmann devait ou non entrer aux Amis de la Terre. Les spéculations abstraites ne sont pas de saison. Il s'agissait surtout de tester notre capacité à agir concrètement, à mobiliser nos militants, et à s'implanter sur un quartier. Il fallait convaincre les gens que les choses ne changeraient pas avec une élection, mais au contraire favoriser le principe de la gestion directe. A la dernière réunion de préau, par exemple, sur une centaine de participants, il s'en est trouvé quarante pour nous donner leur adresse afin de faire quelque chose sur le quartier. C'était bien des habitants du V^e, on l'a vu à leur adresse. »

une campagne à la Carter ?

Le succès de la campagne de Brice, c'est celui d'un langage nouveau. Un discours aux antipodes de celui des politiciens de droite, de gauche ou d'extrême-gauche. L'affiche (voir G.O. 131, page 20), qui montre comment de façon concrète les habitants peuvent prendre leur quartier en main, s'est arrachée comme des petits pains. Le camion bariolé, le taxi

philippin, le numéro spécial du « Courrier de la Baleine » ont fait le reste. Les couleurs vivantes de l'écologie (symbolisées par l'affiche) ont tranché sur la grisaille des partis et des groupuscules. « Une campagne à la Carter », ont accusé certains sur les marchés de l'arrondissement.

Une précision qui en dit long : les gens ont acheté l'affiche. Cela prouve que la campagne s'est faite sans gaspillage, d'une part, et que les habitants du quartier n'ont pas réagi tout à fait comme des électeurs vis-à-vis des écologistes, d'autre part. Il faut hélas attendre une élection pour avoir l'occasion de descendre dans la rue et d'être perçus par les gens autrement que comme des évangélistes ou des manifestants. Le citoyen ne s'intéresse à la chose publique qu'au moment de mettre un bulletin dans l'urne. Ce sera dur de lutter contre cette démission civique, d'autant plus qu'elle est soigneusement entretenue par les partis politiques qui exercent un véritable monopole de la représentation populaire, et entendent bien continuer. Ce sera dur de ne pas entretenir cette démission en cautionnant le spectacle électoral.

Alors, une campagne, oui. Le vote ? A vous de choisir !
Le Trio Infernal

(1) N.D.L.R. : tu parles d'une surprise ! L'écologie est un thème d'avenir pour les partis politiques. La gestion écologique de la misère contemporaine s'annonce. Y a-t-il de quoi crier victoire ?

SUR LE TERRAIN

lutte anti-nucléaire

SAINT-PAULET. Aude. Le comité de sauvegarde du Lauragais se réunit en assemblée générale, le samedi 20 novembre, à 20 h 30 à son siège social : « Les Laoures » 11 320 Saint Paulet.

Cette réunion a pour but de redéfinir la lutte contre le CEA, les recherches d'uranium et contre EDF et la ligne à haute tension La Gaudière-Verfeil, et de faire une mise au point au sujet des municipales. Toutes les personnes qui se sentent concernées par le programme électronucléaire français sont cordialement invitées à participer à cette assemblée.

GERSTHEIM. Le club des jeunes organise une soirée sur le nucléaire, à la salle des fêtes, le vendredi 26 novembre, à 20 h 15.

Jean Kergrist, présentera son spectacle. Suivra ensuite un bilan sur l'action antinucléaire locale et un débat.

Pour tous renseignements : J. F. Géral, 3 rue du maire Wust, 67 150 Gerstheim.

SAINT ETIENNE DES SORTS. GARD. Il doit se construire très bientôt à Saint Etienne des Sorts une usine électro-nucléaire à eau légère. Bien que la municipalité n'ait accepté que deux unités, il semble que cette centrale sera formée de 4 unités chacune de 1300 mégawatts. Une réunion a eu lieu le 22 octobre où les inconvénients de ce projet ont été évoqués. Sous l'impulsion du comité des jeunes agriculteurs, les habitants de St Etienne des Sorts ont formé un comité provisoire de défense. Leur but est de procéder à une information sérieuse de la population et d'obtenir un référendum. Pour tous renseignements, s'adresser au groupe écologique Alès Cévennes, centre culturel, 30 100 Alès.

PERIGORD. Tournée du « Théâtre à emporter » de Béziers dans un spectacle antinucléaire relevant de la farce, de la fable et du cirque : « M. Salsichot vous génez l'atome, ou l'uranium enrichit ».

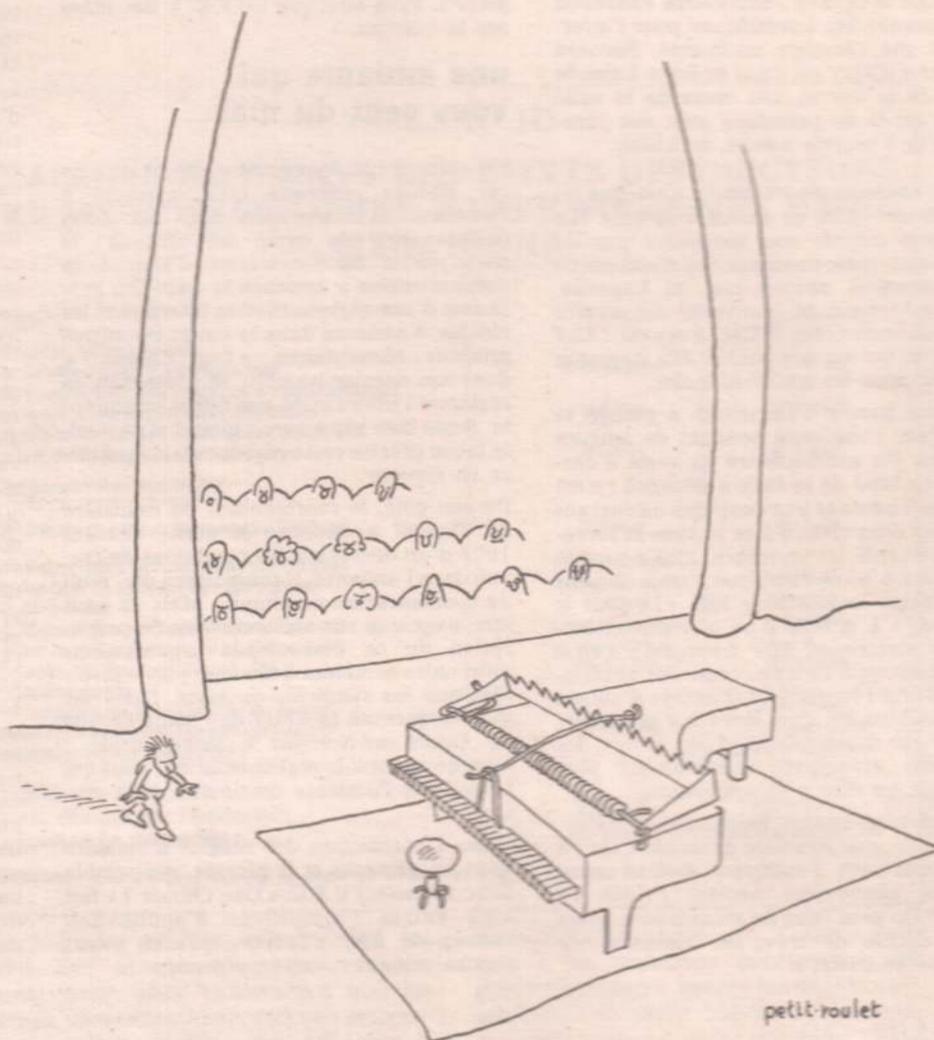
Programme : Sarlat le mardi 23 novembre (théâtre) ; Bergerac le 24 (patinoire) ; Périgueux le 25 (Palais des fêtes) ; St-Aulaye le 26 (cinéma).

Comité antinucléaire de Dordogne. 13, place de Gaulle, 24600 Ribérac.

ALSACE. Le clown antiatomique, Jean Kergrist, sera à Mulhouse, invité par Ecologie et survie, les vendredi 19 et samedi 20 novembre, à Thann, le dimanche 21, à Guebwiller le lundi 22, au foyer socio-culturel d'Eguisheim le mardi 23, au foyer St Martin d'Ebersheim, le mercredi 24, à Marckolsheim le jeudi 25.

« LE COUTEAU ELECTRIQUE OU L'ENERGIE POUR QUOI FAIRE ? ». C'est un film super 8, de 30 mn, réalisé en 1976 par un groupe amateur en collaboration avec le comité écologique d'Avignon, autour du problème de la nouvelle centrale électrique d'Aramon.

Le film réfléchit sur la crise actuelle de l'énergie et la relie à la consommation individuelle, sur laquelle s'appuie l'ensemble de notre système économique. Pour organiser une projection qui peut servir d'introduction à un débat, contacter : Didier Beutier, 22, rue Saint Amand 75015 Paris.



LA ROCHELLE. Projection du film « Condamnés à réussir », suivi d'un débat avec les travailleurs de La Hague. Lundi 22 novembre à 21 h, salle de la F.O.L., rue de la Pépinière. Le produit de la soirée ira aux grévistes.

ANNECY. Séance d'information sur le nucléaire organisée par le comité Malville, jeudi 25 novembre à 20 h 30, salle Pierre Lamy.

tutti frutti

MONTAGE DIAPOS. Les montages audio-visuels militants se heurtent souvent au problème de la diffusion et plus particulièrement de la duplication de leurs diapositives. Un lecteur propose de faire profiter de son expérience et de son matériel en dupliquant les diapositives couleur 24x36 au prix de 2 F la diapositive montée (1,50 F à partir de 5 exemplaires identiques). Tous les envois se feront en recommandé avec accusé de réception, les renvois contre remboursement et toujours en recommandé avec accusé de réception. Ceci afin d'assurer la sécurité des diapos originales. Il dispose, d'autre part d'une importante photo-diapothèque sur : le Larzac, Naussac, La Hague, Paluel, Dampierre en Burly, Antifer, Bugey, Malville... ainsi que de nombreuses diapos sur la pollution industrielle, la marée noire, les agricultures traditionnelles... à la disposition des groupes qui le désirent.

Ecrire à Jean Yves Ferret, les ruisseaux, Beaubec la Rosière, 76440 Forges les Eaux.

CARTE DE L'EUROPE ALTERNATIVE. « En vue de l'établissement d'une carte de l'Europe alternative, j'établis un dossier le plus complet possible sur toutes les alternatives politiques et contre-culturelles (mouvement communautaire, écologique, coopératif, luttes urbaines, autoréductions, alternatives à l'école, etc). Aidez-moi en m'envoyant documents, articles de presse, journaux, revues, adresses diverses, etc... »

Jean-Claude c/o La Taupe, 7 rue des Noes, 10300 Ste Savine.

NICE. Un club écologique se réunit tous les jeudis, à 17 h 30, à la bibliothèque l'Ariane, rue Guiglionda de Ste Agathe, 06 Nice.

MONTARGIS. Première réunion de Montargis Jazz Action mercredi 17 novembre à 20 h 45, salle Paul-Bert, 40, rue Périer. Son objectif est de « faire exploser une bonne fois pour toutes les microcosmes du jazz, vécu de l'intérieur et perdu de l'extérieur », et de promouvoir une musique « authentiquement populaire, porteuse de vie et vécue comme une fête ».

PARIS. CONGRES DE NATUROPATHIE. Organisé par la Fédération française de naturopathie et l'Institut d'humanisme biologique, ce congrès aura lieu le samedi 20 et le dimanche 21 novembre dans les salons de la maison de la chimie, 28, rue St Dominique 75007 Paris. Nous sommes loin d'être d'accord avec les messieurs qui organisent et participent à ces journées, mais peut-être y aura-t-il quelques conférences intéressantes. Le congrès sera clos par une remise officielle de distinction aux membres F.F.N. « les plus méritants » et par une soirée dansante à 120 F la place. C'est vous dire !

EVREUX. Les Amis de la Terre d'Evreux se réunissent tous les mercredis soirs à 20 h 30, à la M.J.C., 3, avenue Aristide Briand. Les Amis de la Terre, 8, rue de Melleville, 27 000 Evreux.

CONTRE LE GASPILLAGE DU PAPIER. Le journal « Combat-nature », l'Union aquitaine nature-environnement et d'autres associations écologiques lancent une campagne anti-publicité à domicile. Pour cela, ils ont fait des vignettes adhésives portant la mention « retour à l'expéditeur » à coller directement sur les lettres de publicité qui arrivent chaque jour dans les boîtes aux lettres. Ils espèrent inciter l'administration à relever les tarifs de distribution postale de la publicité (plutôt que ceux de la correspondance ou de la presse) de façon à décourager la publicité à domicile et le gaspillage qu'elle provoque.

Ces vignettes adhésives, par planche de six, sont à commander à « Combat-nature », B.P. 80, 24003 Périgueux, moyennant une enveloppe retour timbrée et 1 F pour six vignettes payables par timbres ou chèque.

CONTRE LA PEINE DE MORT. A l'initiative du groupe non violent de Rennes, une campagne d'information et de sensibilisation sur le problème de la peine de mort a été déclenchée.

Le 11 novembre, pour cela, deux personnes ont commencé une grève de la faim de 8 jours ; d'autres s'associeront à elles pour un jeûne d'un ou deux jours. Mettant l'accent sur le fait que la France est, avec l'Espagne, le seul pays qui conserve la peine de mort et que celle-ci n'a pas le moindre rôle dissuasif, tous les groupes, toutes les organisations sont appelés à prendre toutes les initiatives qui leur sembleront nécessaires pour sensibiliser l'opinion publique.

Pour toutes informations, s'adresser au local (lieu du jeûne) : Olivier Belleil, Jean Pierre Divet, 50, rue du pré Botté, 35 000 Rennes.

OUTRAGE A AGENT. Le jeudi 18 novembre, 11ème Cour d'appel à 13 heures, Agnès Ouin comparait pour outrage à agent. Elle avait été interpellée devant la maison d'arrêt de la Santé où elle vendait le CAP.

Cet outrage n'est que la conséquence des interpellations illégales destinées à empêcher la vente du CAP devant les prisons, et ailleurs. Pour masquer ces illégalités, les agents font de faux rapports et de faux témoignages devant le tribunal. C'est sur un rapport mensonger qu'Agnès a été condamnée à un mois de prison avec sursis, les policiers ayant déclaré que « les vendeurs mettaient de force leur journal dans les bras des gens » !

Le CAP appelle toutes les organisations, toute la presse qui se veut libre et tous ceux qui veulent manifester leur opposition aux interpellations illégales, aux atteintes du pouvoir vis-à-vis de la presse qui lui déplaît, et à la collusion police-justice, à venir en masse le soutenir au palais de justice, le 18 novembre, à la 11ème Chambre de la Cour d'appel.

Agnès se défendra seule et entend bénéficier de tous les privilèges accordés habituellement à la défense et en particulier la consultation préalable de son dossier, chose qui lui a été refusée en première instance bien qu'aucun texte légal n'interdise la communication du dossier à l'inculpé. Le CAP, 15, rue des Trois Frères, 75018 Paris.

LILLE. A l'issue de l'assemblée générale des Amis de la Terre de Lille (26 septembre 1976) certains militants ont décidé de quitter l'association et de créer le groupe « Réinventons la vie ». Ils nous demandent de publier les raisons qui les ont amenés à ce changement.

Depuis bientôt un an l'association s'oriente vers une organisation bureaucratique dont les objectifs apparaissent flous. Nous refusons de cautionner plus longtemps la transformation de ce groupe militant lillois en : agence de service ; association écologique « a-politique » : la tentative de rapprochement avec le PS et la CFDT - à propos du compromis sur le moratoire nucléaire de 3 ans - ne doit pas faire illusion. Car aucune analyse politique sérieuse ne ressort des tracts diffusés, ni du journal « Légitime Défense » ; ni antenne locale et secrétariat du collectif régional antinucléaire : organisation vague...

Les conséquences de ces diverses transformations sont à analyser :

Le groupe de militants écologistes lillois s'est disloqué petit-à-petit : le pouvoir et les décisions ont été monopolisés par quelques personnes.

Aucune action offensive n'a été déclenchée sur Gravelines, ni aucune propagande sérieuse contre le chauffage électrique, sur la métropole.

Le collectif a proposé une acceptation conditionnelle de l'énergie nucléaire : politique de compromis et de récupération.

Face à cette situation, voici notre position. Nous pensons que la lutte écologique ne se fera pas au niveau des états-majors, mais qu'elle débouchera par l'information du public et la considération prioritaire de l'intérêt des travailleurs.

Pour nous, il ne s'agit pas de transiger avec le nucléaire. Ce choix énergétique est d'abord un choix politique. Le programme nucléaire constitue la clef de voûte de la réorganisation capitaliste. Il conduit à une dictature financière et policière, en même temps qu'à une impasse écologique.

Il n'est pas question, non plus de justifier « la croissance ». Il faut repenser complètement l'organisation de cette société et remettre en question les valeurs sur lesquelles elle repose.

A quoi sert l'écologie ? Pour les uns, écologie signifie « contestation du progrès technologique sous un couvert humaniste : l'homme est méchant, la nature est bonne ».

Nous pensons - avec le groupe belge « Pour écrire la Liberté » - que « Le mouvement écologique - subversif au départ - est à présent de plus en plus récupéré, au grand bonheur de la classe dominante, et ce par l'intermédiaire d'écologistes humanistes, marginaux, etc. ». En effet, « proposer un pouvoir des changements, c'est lui permettre de maintenir sa domination... Refuser de « détruire la terre », c'est avant tout abolir les structures économiques et politiques actuelles et refuser toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme. »

Que signifie dans ce contexte, la collaboration de quelques mouvements écologistes avec le ministre de la Qualité de la vie, via ses délégués régionaux à l'environnement ?

Pour notre part, l'écologie nous semble constituer une remise en cause globale de la société capitaliste productiviste. Il ne s'agit pas de culpabiliser « l'homme de la rue » : ce sont les trusts industriels multinationaux qui gaspillent les ressources, polluent la terre et pillent le Tiers-Monde. Ceci se réalise par la création de nouveaux besoins factices et le conditionnement idéologique et culturel des mass-médias débilisantes, etc.

Quels vont être les objectifs de « Réinventons la vie » ? Nous reprenons à notre compte l'analyse globale de société effectuée par le MAN (Mouvement pour une Alternative Non-Violente), dans son Texte d'Orientations « Pour le socialisme autogestionnaire : une non-violence politique » - paru en avril 1976.

Pour tenter d'appliquer ces théories, nous envisageons :

une réelle sensibilisation de la population locale aux problèmes écologiques (logement, alimentation, santé, transport, publicité, etc.)

la préparation des prochaines élections municipales (à ma gauche : le tenant du titre Mauroy - marchand de béton et d'autoroutes - à ma droite : son challenger Segard - marchand de canons et de réacteurs nucléaires, il n'y a pas si longtemps...);

d'apporter notre solidarité aux luttes populaires locales ;

de proposer des alternatives au niveau politique, économique, énergétique, militaire, culturel, etc.

En résumé, « Réinventons la vie » s'affirme pour :

le respect de l'individu dans un environnement « viable », libérateur ; un urbanisme à l'échelle humaine ; un travail non-aliénant et utile à la communauté mondiale ; la socialisation et la décentralisation des moyens de production et d'échanges ; une société égalitaire et autogérée dans laquelle chacune puisse contrôler sa vie et décider de son environnement immédiat.

« Réinventons la vie », 37 rue du D. Courcot 59370 Mons en Barœul.

LYON. Une nouvelle association culturelle vient de se créer à Lyon sous l'appellation « Horus-animation ». Elle a pour but la diffusion de la culture sous toutes ses formes, et plus particulièrement la diffusion de Sciences, d'Arts et de Techniques jugés insuffisamment connus ou mal compris.

Dans un premier temps, elle organise des cours hebdomadaires : **utilisation pratique des plantes médicinales**, par Monsieur Bernaret, herboriste, le mercredi à 19 h 30, à partir du 17 novembre ; **connaissance et pratique de l'astrologie**, par Christian Singer, astrologue, le lundi à 19 h 30 à partir du 22 novembre ; **connaissance et pratique des shiatsus** (massages traditionnels extrême-orientaux) par Gilles Rival, naturopathe le jeudi à 19 h 45, à partir du 18 novembre ; l'enseignement du Boudha, le vendredi à 19 h 30, à partir du 19 novembre ; équilibre et santé par le Hatha-yoga, par Alain Chevillat, les mardis à 19 h 30, à partir du 18 novembre ; pour les enfants de 5 et 6 ans, éveil musical, le mardi soir, à 18 h, à partir du 23 novembre.

Il y en a donc pour des goûts bien différents. Renseignements, inscriptions et cours : Horus-animation 13, rue d'Algérie, 69100 Lyon. Tél : 27 17 64.

CHALON SUR SAONE. L'analyse des comportements humains par la biologie sera le sujet d'un stage que propose la maison des jeunes et de la culture de Chalon, les vendredis 19, samedi 20 et dimanche 21 novembre. Ce stage est assuré par Henri Laborit, auteur de plusieurs études sur le comportement humain. Nous avons parlé de ses travaux à plusieurs reprises dans la G.O. Et par Francis Jeanson, philosophe, écrivain. Il est conseillé de lire au moins un ouvrage de Henri Laborit avant de participer à ces journées.

Si vous êtes intéressés, inscrivez-vous vite auprès de Monique Thorel, maison de la culture, 5, avenue Nispece, 71 104 Chalon sur Saône, en joignant 30 F. Tél : (85) 48 48 92 Repas possible à la M.J.C.

Une conférence : « biologie et comportement humain », destinée à un large public, sera donnée par le docteur Laborit, le vendredi 19 novembre à 20 H 30.

CANAL A GRAND GABARIT RHIN-RHONE. Le préfet de la région Franche-Comté vient de faire connaître les dates de l'enquête d'utilité publique, aux maires des communes concernées par le canal. Elle sera ouverte du 15 novembre 1976 au 14 janvier 1977. Estimant que de nombreux problèmes, répartition des pertes de terres agricoles, remembrement des terres restantes, etc. sont loin d'être résolus et qu'aucune information précise ne leur est donnée, sept maires du Sundgau ont exprimé leur désaccord quant au choix de ces dates. Il s'agit des communes suivantes : Elbach, Valdiou-Lutran, Traubach le bas, Buethwiller, Balschwiller, Egiingen et St Bernard. Affaire à suivre...

NOTRE VIE QUOTIDIENNE : UN CHOIX POLITIQUE ? 250 participantes réunies à Annecy les 30-31 octobre et 1^{er} novembre 1976 pour le 14^e congrès du Mouvement « Jeunes Femmes » (mouvement d'Education Permanente) ont essayé de répondre ensemble à cette question.

Ces femmes insatisfaites de leur vie quotidienne pour des raisons très différentes au départ, ont imaginé autrement une journée familiale, une journée de travail, le quartier, la commune, la rue, l'information... en se confrontant en groupes (ateliers de 15 personnes). Après une journée de travail, elles se sont exprimées sur ces thèmes sous des formes très variées : maquettes - expression corporelle - journal parlé - affiche - manifestation - poèmes - chansons... La mise en commun de chacune des productions des ateliers fut une fête bien loin d'être triste.

Au cours de la troisième journée en petits et en grands groupes, interpellées aussi par des intervenants extérieurs qui ont suivi toute la démarche des ateliers, elles ont analysé leurs productions pour rechercher si celles-ci leur fournissaient des éléments de réponse à la question du Congrès.

Ce qui ressort de ces trois jours est que le mouvement « Jeunes Femmes » est un lieu privilégié où des femmes peuvent à la fois dire tout ce qu'elles ressentent de contraignant et d'injuste dans leur condition de femmes, et concevoir un projet de société plus égalitaire pour tous.

C'est aussi le lieu où elles ont commencé une analyse, certes imparfaite, de la société dans laquelle elles vivent. Elles veulent plus affiner cette analyse : pour leur permettre non pas de faire du neuf avec du vieux mais d'oser inventer en faisant appel à toutes leurs capacités créatrices ; pour trouver d'autres solidarités pas seulement féminines, encore faudrait-il qu'elles soient présentes là où le pouvoir s'exerce.

« Jeunes Femmes », 8, villa du Parc Montsouris 75014 Paris. Tél. : 589.55.69.

TOULOUSE. Pour ou contre les vaccinations, conférence-débat le mercredi 24 novembre à 21 h, salle du Sénéchal, 17, rue Rémusat. Organisé conjointement par l'Association toulousaine d'écologie et la Ligue pour la liberté des vaccinations.

SAINT QUENTIN. Les quelques personnes qui s'occupaient du périodique de contre-information picard « La mélasse » sont épuisées après la parution du premier numéro ! Ils appellent à la rescousse d'autres gens motivés. Contacter : Jean 21, rue Poiret (au fond à gauche) 02 100 Saint Quentin.

PARIS. L'iridologie : médecine préventive, éducative, basée sur l'examen approfondi de l'iris, sera le thème de la conférence du mardi 23 novembre, à 19 h 30, à Nature et Progrès, 45, rue de Lisbonne, 75008 Paris.

« CATALOGUE DES RESSOURCES » Le volume II, édité par les Editions Parallèles-Alternative, est paru.

Une vie « autre », différente : nombreux sont ceux qui ne l'imaginent que par une rupture totale avec le milieu urbain et par le rejet de tout le réseau de contraintes sociales qui y est lié. C'est à eux principalement que s'adressait le premier volume du Catalogue des Ressources, en leur procurant un ensemble d'informations pratiques dans les domaines du vêtement, de la nourriture, des transports et de l'habitat. Mais un certain « retour à la terre » n'est pas la panacée. Une vie différente ne pourra naître que si se créent et se développent également de nouveaux rapports sociaux, par une communication réinventée et multipliée.

Les quatre chapitres du second volume du Catalogue des Ressources nous proposent de découvrir, d'utiliser surtout, plusieurs milliers d'informations concernant la vie sociale (travail, justice, luttes des femmes...), l'éducation (écoles « différentes », relations parents/enfants...), les médias (presse, audio-visuel, radio...) et la création (arts graphiques, musique, cinéma...)

Après un panorama complet des différentes manières de s'organiser pour mener à bien une action, on trouve des articles sur des

centaines d'associations, de groupements, de fournisseurs, plus de 3 000 adresses indispensables, des dizaines de fiches de lectures. 500 illustrations et tableaux informatifs complètent le tout.

Editions Parallèles-Alternative, 47 et 51, rue St Honoré, 75001 Paris. Tél. : 508 85 59

contre-presse

TECHNOLOGIES DOUCES. Pour une collection sur ce sujet, les éditions Edi Sud (La Calade R.N. 7, 13 100 Aix en Provence) étudient tout manuscrit pouvant s'inscrire dans la définition suivante, élargie tant aux recherches théoriques qu'aux applications pratiques.

Les « technologies douces » se caractérisent par deux traits complémentaires :

- elles se veulent, dans leur conception comme dans leur emploi, respectueuses des équilibres écologiques des milieux où elles opèrent.

- elles sont, dans leurs dimensions comme dans leurs usages, à l'échelle de structures communautaires et conviviales.

De ces deux points de vue, les technologies douces apparaissent - et c'est sans doute l'essentiel - comme pouvant faire l'objet d'un contrôle d'emploi par des individus et (ou) des groupes désireux de s'affirmer comme pleinement responsables de leurs relations avec leurs environnements naturels et sociaux.

C'est dans cette collection qu'a été publié récemment l'ouvrage de Roux, Cabriol et Pelissou, « Le Chauffe-eau solaire ». Il est recommandé aux auteurs de prendre contact avec l'éditeur avant tout envoi de manuscrit.

« LE TEMERAIRE » est un journal lorrain consacré à l'antimilitarisme et à la non violence. Il porte particulièrement bien son nom dans cette région infestée par les casernes, les Tribunaux permanents des Forces Armées et les uniformes de tous genres. Envoyez lui des informations, prenez contact : 28, avenue Jean Jaurès, 54 500 Vandœuvre.

« LA CRIEE ». Ce journal mensuel puis hebdomadaire marseillais, existe depuis deux ans. Après quelques mois de silence dus à l'accumulation de ses dettes, « La Crie » souhaite redémarrer en mensuel le plus vite possible. Elle doit encore trouver la somme de 15 000 F. Pour cela, elle organise des soirées musique, cinéma, des braderies, un calendrier-poster, etc. Le vendredi 19 novembre, le moment sera au bal-folk à partir de 16 h, à la fac St Charles, avec plusieurs groupes dont « La Bologueta », « Les choux farcis », « Lo na crayou folk's band ». Faites bien la fête !

« La Crie », 39, allées Léon Gambetta, 13 001 Marseille.

« La Gueule Ouverte »
fondateur : Pierre Fournier
directrice de la publication :
Isabelle Cabuf
responsable de la rédaction : Arthur
secrétaire de rédaction : Laurent Samuel
maquette : Rose Dentin
assistant à la maquette : Petit-Roulet
administration :
« les éditions PATATRAS »
société de presse au capital de 2 100 F
117, avenue de Choisy, 75 013 Paris.
Tél : 707 41 19.
composition et photogravure : Graphiti
5, rue des Petits-Hôtels, 75 010 Paris.
imprimerie : « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, 75020 Paris.
abonnements : un an : 180 F ;
6 mois : 95 F ; 3 mois : 50 F
par chèque bancaire
chèque postal ou mandat
adressé aux éditions Patatras,
117, avenue de Choisy
75013 Paris.

LA HAGUE ET L'ASSEMBLEE

Le 9 novembre dernier, sur l'invitation du Parti socialiste, les grévistes de La Hague sont allés présenter le film de la CFDT, « Condamnés à réussir », aux députés de gauche de l'Assemblée nationale. Le député socialiste de Cherbourg leur avait promis de battre le rappel de ses collègues pour donner le maximum d'impact à cette démarche, dont le but était évidemment de mettre les partis signataires du programme commun devant leurs responsabilités. Comment allaient réagir les députés, confrontés avec une « base » dont les analyses dépassent de loin leurs benoîtes élucubrations ?

Ils n'ont pas réagi du tout, pour la bonne raison qu'ils n'étaient pas là : cinq députés seulement sont venus. Pauvres travailleurs, qui croyaient que les députés qu'ils élisent passent leur temps au Palais Bourbon, occupés en de savantes dissertations sur la gestion des affaires publiques... Au cas où il restait encore un doute sur la valeur de la démocratie indirecte, le voilà dissipé ! Maintenant, il est possible également que les partis de gauche aient préféré surseoir à toute prise de position parce qu'ils n'avaient pas eu le temps de se concerter en soviet suprême, comme certain groupe cet été à propos du viol. Les grévistes ne cachent pas leur déception,

mais ils n'abandonnent pas leur effort de sensibilisation, préparant activement les assises du nucléaire qui auront lieu les 27 et 28 novembre à Cherbourg. D'après Hague-Info n° 7, « La décision de création de la COGEMA a été prise sur un mauvais dossier. A cause d'une rétention de l'information, organisée à divers niveaux (NDLR : ce serait surtout les niveaux supérieurs...) les problèmes technologiques, techniques et sociaux sérieux auxquels est confronté le retraitement des combustibles irradiés n'ont pu être pris en compte. La décision de faire appel massivement au nucléaire pour résoudre certaines difficultés d'approvisionnement en sources d'énergie a été prise de façon technocratique. Les problèmes réels liés à cette orientation n'ont pas été non plus pris en compte. On a laissé face à face, dans un simulacre de démocratie, les organisations opposées à l'énergie nucléaire et une poignée de responsables EDF en tenant dans le même mépris hautain tous ceux qui étaient demandeurs d'information sérieuse : élus, écologistes, etc. » C'est pour lancer un véritable débat national sur le problème de l'énergie nucléaire que se tiendront ces Assises du Nucléaire.

Au soixantième jour du conflit, l'intersyndicale fait le point de la situation : une décision de principe avait été prise le 4 octobre

dernier : mettre en place un Comité d'hygiène et de sécurité « élargi », c'est-à-dire composé pour moitié de personnels administratifs et pour moitié de représentants syndicaux. Le 12 novembre (notez le délai) le CHS est entré en fonction. Ses trente-deux membres passent en revue les différents problèmes (fiabilité et sécurité, conditions de travail et environnement, situation du personnel) avec l'aide du Livre Gris élaboré par les travailleurs de l'usine : ce livre recense les défauts de la cuirasse au centre de retraitement de La Hague.

Cette solution semble donner satisfaction aux grévistes, du moins en ce qui concerne la sécurité et les conditions de travail. Mais c'est le moment de redoubler de vigilance : en créant une commission, l'administrateur pourrait bien enterrer le conflit. Tout va se jouer maintenant. La majorité des grévistes va-t-elle suivre la tendance « radicale » ou engager des négociations ?

C'est peut-être du soutien et de la solidarité extérieures que dépendra la décision : il faut absolument que le rapport de Force reste en faveur des grévistes et pour cela, tous les témoignages de sympathie sont les bienvenus. Un groupe des Amis de la Terre fait une suggestion :

« Nous préconisons donc que tous les militants antinucléaires marquent leur solidarité active avec les travailleurs militants de La Hague par des envois de fonds mensuels et réguliers. Plus la participation individuelle sera modique, plus elle aura de chance d'être suivie dans le temps jusqu'à la fin de la grève (par fermeture de l'usine et reconversion des grévistes comme nous l'espérons), mais il faut que le plus grand nombre de personnes prennent part à l'opération. Nous pensons donc qu'une cotisation d'un demi pour cent (0,5 %) du revenu est réaliste.

Il faudrait que chaque militant, à la fin de chaque mois, prélève sur ses revenus du mois, d'où qu'ils viennent, 5 F par tranche entière de 1 000 F.

Nous demandons que ce texte soit repris et discuté, voire modifié par tous les groupes antinucléaires, mais l'important est sûrement de ne pas perdre de temps et de regrouper les fonds puis de les envoyer sans plus tarder à (rappelons l'adresse) Jean-Claude Masse, 63, rue de la Valette, 50120 Equeurdreville. N° BNP Cherbourg 34658-55. »

Catherine Decouan

Nogent sur Seine: atome plus flotte



photo Pierre Bongiovanni

La construction d'une centrale nucléaire entraîne après soi un cortège de calamités tellement nombreuses et inattendues qu'on n'arrive pas à en faire le tour, même avec beaucoup d'imagination. Au moment où va se tenir le meeting de la Mutualité sur la centrale de Nogent-sur-Seine, on apprend de belles sur les projets inondatoires de l'Administration : comme à Naussac, en Lozère, où EDF va engloutir sous des tonnes d'eau toute une vallée pour le refroidissement des centrales du bord de Loire, c'est du côté de Troyes, dans l'Aube, que des villages vont être transformés en Atlantide.

Le débit d'étiage de la Seine est trop faible pour refroidir l'usine géante de 5 200 MWe (quatre réacteurs de 1 300 MWe). Aussi on se doutait bien que les technocrates avaient prévu le coup. Avant même qu'on prononce le mot de centrale, il était question d'un barrage réservoir sur l'Aube, à l'est de Troyes. Il existe déjà un barrage sur la Seine, distant de quelques kilomètres de celui qui est prévu. Ce qui nous laisse à penser que le programme nucléaire ne date pas d'hier. Maintenant, les populations sont plus rusées : quand elles entendent parler de barrage, elles flairent l'astuce. Dans le cas présent, il est tout aussi urgent de se mobiliser contre ce projet de barrage que contre la centrale elle-même, celui-ci devant précéder celle-là. L'enquête d'utilité publique du barrage doit commencer au mois de janvier prochain. Elle touchera tous les départements traversés par la Seine jusqu'à son embouchure. Les travaux pourraient commencer en 1979...

Comme d'habitude, la raison avouée est la régulation du débit du fleuve. Si vous avez des grands-parents, ils vous ont sûrement parlé des inondations de 1910 à Paris : c'est à cette occasion que les miens ont fait connaissance. De là je conclus que ça ne devait pas être si terrible que cela ! Franchement, la Seine, c'est quand même pas un fleuve tumultueux. Ce qui va faire des dégâts, par contre, c'est le barrage : deux mille hectares de forêts engloutis, et de la belle forêt de chênes ; mille hectares de pâtures, soit une

centaine d'exploitations, et huit villages. D'après nos penseurs, ces deux lacs l'un à côté de l'autre devraient être un atout considérable du point de vue touristique pour le département. Ils oublient de préciser qu'au moment où la saison touristique bat son plein, des lâchures doivent être effectuées, puisque c'est précisément le but de l'opération. A partir du mois d'août, le plan d'eau laisse peu à peu la place à un gigantesque borbier qui rend difficile les ébats nautiques.

D'ailleurs, les élus départementaux sont réticents, car ils ont encore frais à la mémoire le souvenir des bulldozers venus creuser la première cuvette. Les arbres arrachés, les routes défoncées, les champs massacrés, voilà des cérémonies que personne ne souhaite voir recommencer. Aussi les tractations s'annoncent-elles délicates. Mais le principe est admis.

Donc, au moment de se mobiliser contre la construction de la centrale nucléaire de Nogent, il est essentiel de ne pas oublier cet aspect du problème. Le département de l'Aube est déjà sacrifié à la culture intensive des céréales, on le gratifie d'une centrale, et on prépare la voie au canal Seine-Moselle qui fera la jonction avec la région hyper-industrialisée de l'est.

Dernière minute. EDF met les bouchées doubles, espérant avoir la population au bluff : les plans de vols des avions de chasse de la base de Saint-Dizier sont détournés de vingt kilomètres à partir du 1^{er} janvier prochain pour éviter qu'ils passent au dessus de la Seine (les vibrations fissurent le béton). Une sous-section de CRS est affectée à Romilly. Les agriculteurs propriétaires sont avertis de ne plus faire aucun travaux. Des locaux sont retenus dans différentes localités par EDF, sans doute pour sa propagande...

Les écologistes du coin sont démoralisés. C'est le moment d'en mettre un coup pour les soutenir : VENEZ NOMBREUX AU MEETING DU JEUDI 18 NOVEMBRE A LA MUTUALITE (20 h 30).

Catherine Decouan